

Octobre – Novembre – Décembre 2014

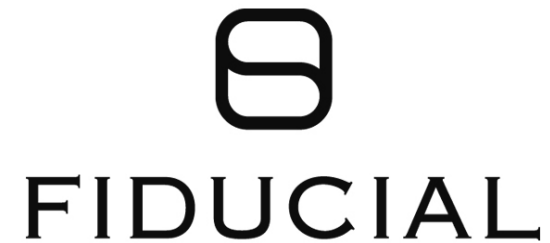
Réalisée du 6 au 20 octobre 2014

Vague 56

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 11 700 personnes au service de ses **265 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique, la sécurité et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	16
▪ L'emploi dans les TPE	19
▪ La situation économique et financière des TPE	26
▪ La relance de l'emploi : les effets de seuil et les 35 heures	33
▪ Bilan et perspectives en matière fiscale	42
▪ L'actualité économique	51
→ A – Le niveau de l'euro	52
→ B – Les professions réglementées	55
→ C – Les Chambres de Commerce et d'Industrie	59
→ D – Les discours de Manuel Valls et François Hollande	64
→ E – Le retour de Nicolas Sarkozy	70
→ F – Les élections sénatoriales	75
▪ Méthodologie	78
▪ Échantillon	79

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(* Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

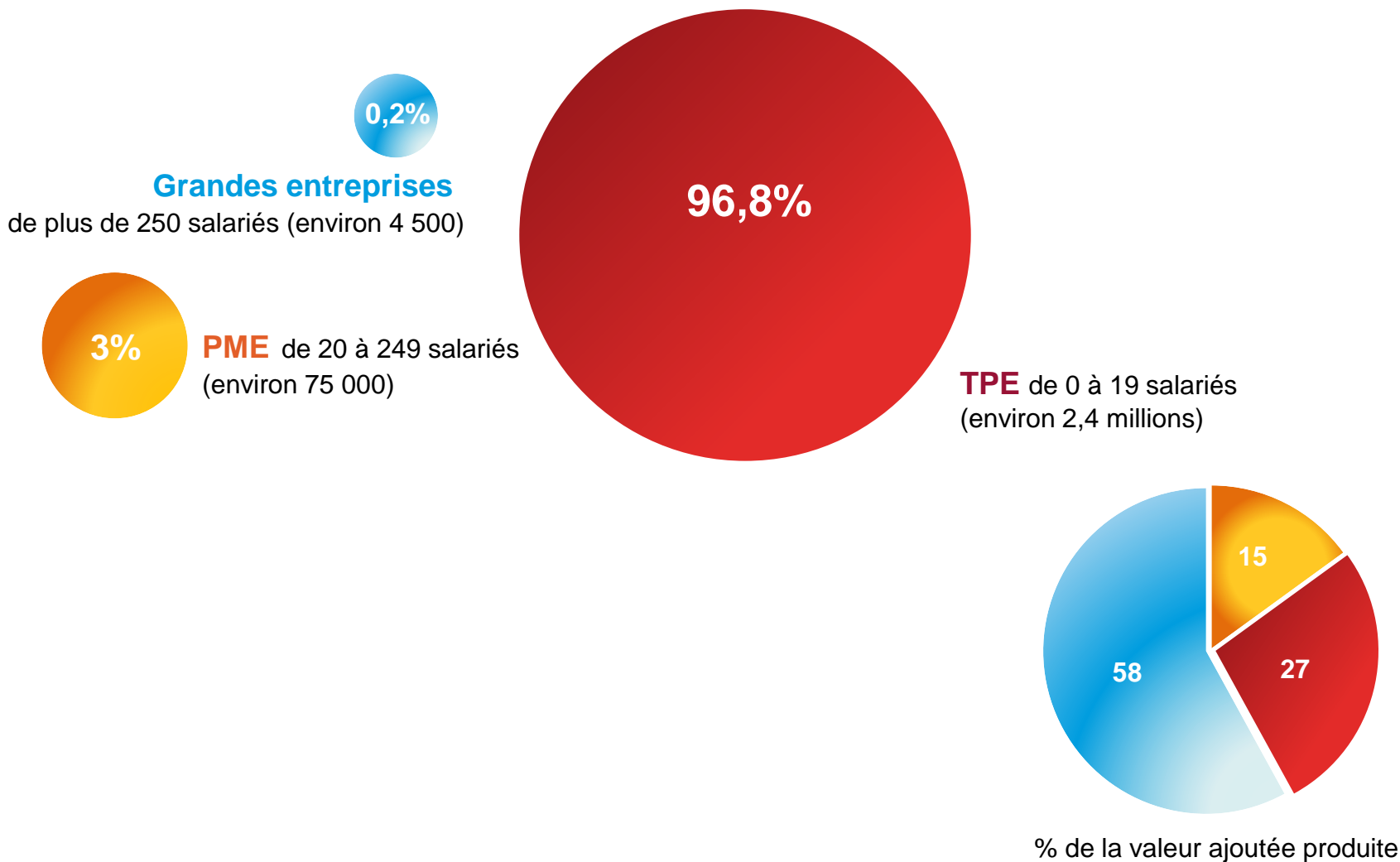
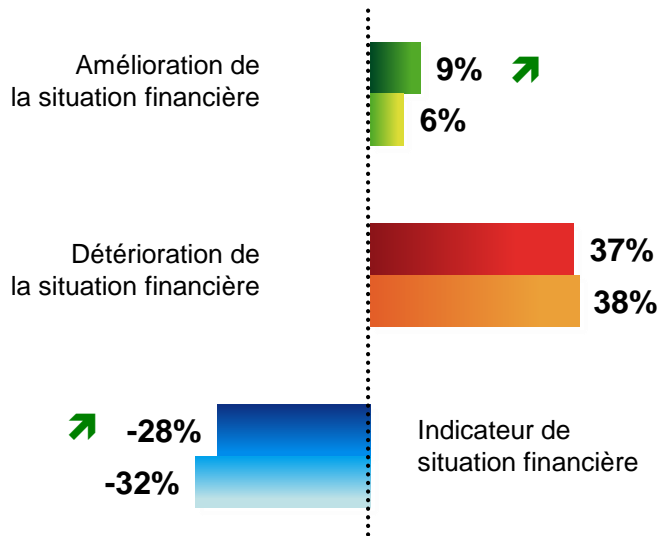


Tableau de bord

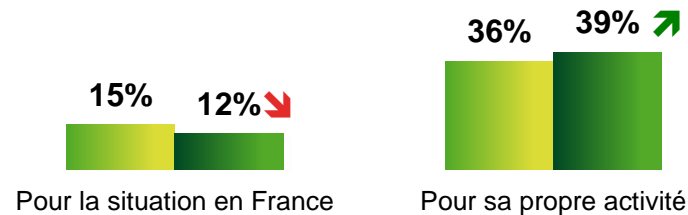
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Situation financière sur les trois derniers mois



Niveau d'optimisme



Juillet 2014

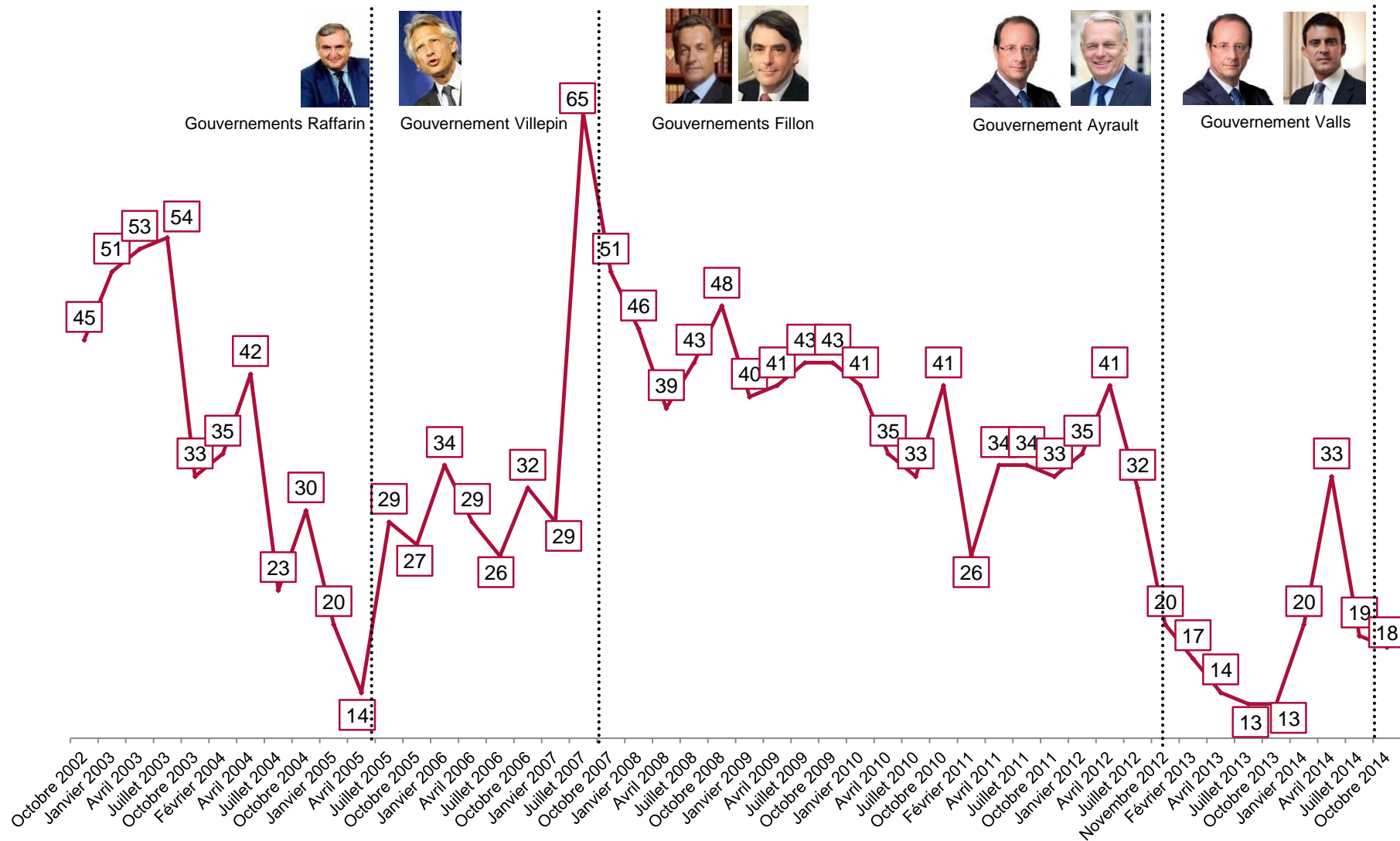
 Rappel avril 2014

Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 001 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



% de bonne opinion

Base : ensemble des TPE

Les principaux enseignements

Des dirigeants de TPE qui font part d'une activité toujours extrêmement fragilisée

Si les patrons de TPE sont **toujours plus pessimistes au sujet de la situation économique en France**, on assiste toutefois à **un léger regain de moral à propos de leur propre activité, après une période estivale particulièrement difficile.**

Le pessimisme quant à la conjoncture en France continue de battre des records au sein des dirigeants d'entreprise de moins de 20 salariés. **Ces derniers ne sont que 12% à se dire optimistes**, cet indicateur perdant encore 3 points par rapport au taux déjà historiquement bas observé en juillet.

S'agissant de leur propre activité, les dirigeants interrogés expriment une légère amélioration de leur optimisme (39%, +3 points), qui retrouve son niveau du mois d'avril, tout en restant à des degrés de faiblesses jamais atteints avant 2014. Malgré cela, 36% jugent leur situation financière préoccupante, et jusqu'à 46% dans le BTP et 48% dans l'hôtellerie.

Les prises de position de Manuel Valls et sa « déclaration d'amour » faite aux entreprises lors de l'université d'été du Medef n'ont pas permis d'enrayer la chute de la confiance que lui accordent les patrons de TPE. Ainsi, seuls 18% d'entre eux déclarent que les mesures annoncées ou mises en place par le Gouvernement inspirent confiance, et plus d'un patron interrogé sur deux (52%) déclare ne pas avoir du tout confiance en l'action du Gouvernement.

A l'instar de l'optimisme pour leur propre activité, **l'indice de situation financière des TPE remonte légèrement tout en restant extrêmement faible, et s'établit à -28**, après avoir atteint un nouveau record de faiblesse en juillet (-32).

Cette moindre dégradation de la situation financière des TPE intervient alors que leurs ventes ont en moyenne diminué de 8% au cours des trois derniers mois, et jusqu'à 11% dans le secteur du BTP. En effet, plus de la moitié (52%) des TPE ont connu une baisse de leurs recettes et de leurs ventes, dont 16% ayant subi une baisse de plus de 20%.

La situation de trésorerie des TPE se maintient à des niveaux comparables à ceux du mois de juillet. 28% d'entre elles bénéficient d'une trésorerie excédentaire, 48% sont à l'équilibre et 24% font face à un déficit de trésorerie.

14% des TPE ont effectué une demande de financement au cours des trois derniers mois, cet indicateur restant stable depuis avril 2014. Les entreprises de 10 à 19 salariés (29%), industrielles (26%), ou réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 1 million d'euros (40%) sont plus nombreuses à avoir effectué cette démarche. **Parmi les entreprises ayant émis une demande de financement, 47% ont subi au moins une mesure de durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de leur banque**, un pourcentage toujours élevé malgré une baisse de 11 points en trois mois. Ce durcissement prend principalement la forme d'un refus de prêt (19%), ou d'une demande de garanties supérieures à ce qui était exigé par le passé (16%).

Pas de reprise des embauches prévue et un déficit de confiance dans les mesures prises depuis deux ans en faveur de l'emploi

Toujours étroitement corrélée à l'évolution des ventes et à la situation financière, **la création nette d'emplois demeure négative pour le 5^{ème} trimestre consécutif**. Elle s'établit ainsi à -1,5% contre -2% au trimestre précédent, du fait notamment d'un taux de suppression d'emploi élevé (9%). **Seulement 36% des embauches des trois derniers mois ont été réalisées en CDI (-7 points en trois mois)**. Le recours aux contrats d'apprentissage est à son plus haut niveau depuis 2005 en proportion (15% contre 12% à la même époque en 2013, 2012 et 2011). Cette hausse est à tempérer en valeur absolue dans la mesure où le taux d'embauche global est très faible pour cette période (12% contre 14% les trois précédentes années).

Tandis que 12% des patrons de TPE ont embauché entre juillet et fin septembre, **ils ne sont que 6% à prévoir des recrutements avant la fin de l'année, avec une création nette prévue toujours négative (-0,5%),** et particulièrement faible dans le BTP (-4%) et l'hôtellerie (-7%), tandis que les secteurs aux particuliers devraient créer des postes (+2%).

Rencontrant toujours de fortes difficultés pour embaucher, **92% des patrons de TPE estiment que les politiques menées depuis 2012 pour faire diminuer le chômage ne seront pas efficaces**, dont 60% pour qui elles ne le seront certainement pas.

La durée du travail effective est **dans la moitié des cas inférieure ou égale à 35 heures** (53%, dont 39% aux 35 heures et 14% en-dessous).

47% des patrons de TPE pratiquent une durée supérieure à la durée légale, dont 32% entre 36 et 39 heures et 15% plus de 39 heures.

Les heures supplémentaires sont rémunérées dans les deux tiers des cas par une majoration sur le bulletin de paie, tandis que dans un tiers des cas, les employeurs privilégient des solutions alternatives, essentiellement en accordant des jours de récupération (22%) et/ou des primes (11%).

Invités à s'exprimer au sujet de l'assouplissement des 35 heures évoqué par Emmanuel Macron, les patrons de TPE font part d'un net scepticisme. 27% uniquement estiment que cette réforme pourrait être engagée par le gouvernement, moins d'un sur dix en étant convaincu (7% de certainement).

En cas d'assouplissement des 35 heures, la mesure privilégiée par les patrons de TPE est la revalorisation des salaires des employés acceptant une augmentation de leur durée de travail. 72% des patrons employant des salariés privilégieraient cette mesure, dont 43% certainement. Vient ensuite le recours plus fréquent aux heures supplémentaires, envisagé par 65% des employeurs, dont 37% certainement. **Enfin, l'embauche d'une ou plusieurs personnes n'est prévue, en cas d'assouplissement des 35 heures, que par 31% des patrons de TPE**, dont 11% certainement, alors que 38% déclarent qu'ils n'embaucheraient certainement pas.

Un accueil mitigé des propositions du MEDEF et de la CGPME, sans unanimité sur leur efficacité

Invités à citer, parmi différentes propositions, celle qui leur paraîtrait la plus efficace pour relancer l'emploi, les réponses des dirigeants interrogés n'aboutissent pas à un consensus net. Parmi les différentes pistes lancées notamment par le MEDEF et la CGPME pour faire baisser le chômage, **plus d'un chef d'entreprise sur quatre (27%) choisirait en priorité la suppression des 35 heures.** Près d'un sur cinq (19%) opterait pour l'exonération de charges sociales pendant deux ans sur tout nouvel emploi créé et 11% pour une revalorisation de l'apprentissage. Parmi les autres propositions mises en exergue, 7% souhaiteraient une réduction drastique du code du travail à 500 pages, 6% une garantie d'embauche en CDI des apprentis à la fin de leur formation, 5% une possibilité de rupture du CDI si l'activité ne progresse pas ou la création d'un contrat de projet et enfin 4% le transfert d'un quart des charges sociales vers la TVA et la CSG.

On observe un certain sens de la mesure sur les acquis sociaux emblématiques chez les dirigeants de TPE, puisque les propositions comme la suppression du SMIC, le retour à 4 semaines de congés payés, la suppression de deux jours fériés, ou la suppression de jours de RTT sans compensation salariale sont citées par moins de 1% des interviewés.

Ces mesures relatives au salaire minimum et au nombre de jours travaillés reçoivent en outre des notes inférieures à la moyenne quant à leur efficacité potentielle. **A l'inverse, les patrons évaluent assez favorablement les bénéfices possibles de l'exonération de charges sociales pendant deux ans pour tout nouvel emploi supplémentaire (7,6 sur 10).** La revalorisation de l'apprentissage (7,5), la réduction du code du travail de 3 500 à 500 pages (7,2), la possibilité de rupture simplifiée (7,1), la suppression des 35 heures (7) et la possibilité pour les branches de négocier une durée inférieure à 35 heures (6,9) sont également soutenues. Les autres pistes de réforme se voient attribuer des notes plus médiocres, comprises entre 5 et 6 sur 10.

Malgré la reconnaissance de l'intérêt des mesures testées d'une part, et une hiérarchie claire des trois à cinq mesures à retenir en priorité, l'adoption d'une seule d'entre elles ne suffirait pas à redonner confiance aux patrons de TPE. En effet, si la mesure qu'ils considèrent comme la plus efficace était adoptée, 52% seulement d'entre eux anticipent la création potentielle d'un poste, dont 23% certainement, alors que 24% ne s'engageraient certainement pas sur la création d'un emploi.

Une mise en exergue du poids toujours plus fort de la pression fiscale

Les dirigeants interrogés soulignent une augmentation de la pression fiscale dont ils sont l'objet. Près des trois quarts d'entre eux ont vu leurs impôts augmenter en tant que particulier (74%, dont 43% constatent une forte hausse) et 66% pour leur entreprise (dont 29% une forte hausse). Il est à noter qu'en 2013, la fiscalité s'était déjà accrue pour 83% d'entre eux s'agissant de l'impôt sur le revenu et pour 77% concernant les impôts et taxes de leur entreprise. En outre, une majorité d'entre eux pronostique des montants d'imposition encore plus élevés pour 2015, que ce soit en tant que particuliers (66%) ou pour leur entreprise (54%).

Plus spécifiquement, **les augmentations liées à l'entreprise concernent principalement les impôts locaux (64%), la TVA (64%) et les charges sociales des employeurs (61%).** Plus d'un tiers des patrons de TPE a aussi noté des hausses de charges sociales des salariés (39%) et de l'impôt sur les sociétés (36%).

Parmi les chefs d'entreprise ayant vu leurs impôts et taxes s'accroître, 76% ont renoncé à des investissements ou les ont réduits pour pallier cette hausse (+4 points par rapport à octobre 2013).

Une majorité déclare également avoir renoncé à une ou plusieurs embauches (+7 points en un an). Près d'un sur deux a réduit ses coûts de production (49%, stable), tandis qu'un sur trois a accru sa productivité (35%, stable).

Une minorité des dirigeants déclare être assujettie à l'impôt sur les sociétés (43%), parmi laquelle 78% se sont acquittés de cet impôt en 2014, soit au global 34% qui ont payé l'IS (-4 points en un an). En 2015, 42% estiment qu'ils auront à régler l'impôt sur les sociétés.

Malgré l'annonce de la suppression de la 1^{ère} tranche de l'impôt sur le revenu, les chefs d'entreprise ne seront pas moins nombreux à payer cet impôt l'an prochain. En effet, alors que 76% se sont acquittés de l'IR en 2014, 83% estiment qu'ils le paieront en 2015.

Un accueil mitigé des projets de réforme des professions réglementées et des Chambres de Commerce et d'Industrie

Parmi les projets les plus récents du gouvernement figure la réforme des professions réglementées. 67% des patrons de TPE en ont entendu parler, dont 75% parmi ceux appartenant à l'une des 37 professions visées par le rapport de l'Inspection Générale des Finances. 31% d'entre eux déclarent être concernés, un score qui atteint 55% dans les services aux particuliers et 62% parmi les TPE appartenant à l'une des 37 professions visées par la réforme.

L'ouverture à la concurrence que permettrait l'assouplissement des conditions d'accès à ces professions suscite des jugements équilibrés. Elle est approuvée par 46% des dirigeants interrogés alors que 49% y sont défavorables (64% parmi ceux exerçant une des professions concernées par la réforme).

Autre projet dévoilé au cours des dernières semaines, **le plan d'économie de 500 millions d'euros sur le budget des Chambres de Commerce et d'Industrie fait l'objet de perceptions contrastées.**

Sans surprise, 73% des chefs d'entreprise interrogés estiment que cette mesure entraînera des suppressions de postes. Une majorité anticipe un regroupement des CCI (59%), ainsi qu'une réduction significative de leur offre de services (55%).

Dans ce cadre, **plus des deux tiers se déclarent favorables à une fusion des Chambres de Commerce et d'Industrie avec les chambres de métiers (68%), soit la même proportion que les dirigeants estimant que les CCI apportent une aide au développement économique local.** On relève a contrario que 26% seulement des patrons soulignent l'utilité de ces instances pour leur propre entreprise.

Ce scepticisme d'un tiers des patrons de TPE à l'égard du rôle des CCI trouve un écho dans l'adhésion de 48% d'entre eux à leur suppression totale.

Les dernières annonces du gouvernement sur le déficit public et la suppression de la première tranche d'IR cristallisent les inquiétudes

Lors de son discours de politique générale du 16 septembre, **Manuel Valls a prévu un déficit public à 4,4% en 2014 et 4,3% en 2015**. Avant même le début de 2015, **84% des dirigeants de TPE estiment que le gouvernement ne tiendra pas cet objectif pour l'an prochain**.

Les interviewés jugent très largement que cette décision va fragiliser à la fois l'économie à moyen et long terme (68%) et la position de la France au sein de l'Union Européenne (72%). Venant nuancer ces critiques majoritaires, 23% des dirigeants interrogés pensent que ce choix est susceptible de favoriser la croissance et l'emploi.

Au-delà du déficit public, **les patrons s'inquiètent du niveau de l'euro, 56% estimant qu'il a un impact négatif sur l'économie française** contre 19% qui y voient des conséquences positives et 24% qui ne perçoivent aucun effet.

Les autres mesures annoncées par Manuel Valls suscitent un accueil contrasté : 51% des patrons de TPE déclarent que la revalorisation du minimum vieillesse peut être efficace pour relancer l'emploi. **Au même niveau, la baisse de 10 points de cotisations des entreprises, action phare du pacte de responsabilité, est jugée pertinente par 51% d'entre eux**, tandis que 48% n'anticipent pas de relance de l'emploi grâce à cette réforme.

Enfin, l'augmentation du RSA de 10% est rejetée par 82% des dirigeants.

La suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu, annoncée la même semaine par François Hollande lors de sa conférence de presse du 18 septembre ne parvient pas davantage à emporter l'adhésion : 23% des chefs d'entreprise seulement anticipent un effet bénéfique sur la croissance et 36% sur la consommation des Français les plus modestes.

Selon une majorité d'entre eux (53%), cette suppression sera compensée par une augmentation de la fiscalité des particuliers, 30% misant sur une hausse des impôts et taxes des entreprises et 16% seulement sur une réduction des dépenses publiques.

Des dirigeants de TPE moins enthousiastes que par le passé sur le retour de Nicolas Sarkozy

Alors qu'ils déclaraient massivement leur intention de voter pour Nicolas Sarkozy au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2012, en lien logique avec des sympathies partisans ancrées à droite, ils sont aujourd'hui plus critiques à l'égard de l'ancien président de la République. **Une majorité de dirigeants de TPE (56%), rejette ainsi une candidature de Nicolas Sarkozy pour la présidentielle de 2017**, dont 36% qui ne la souhaitent pas du tout, alors que 43% d'entre eux voudraient revoir ce dernier sur le devant de la scène politique, dont 17% tout à fait.

Les dirigeants de TPE se révèlent néanmoins plus favorables au retour de l'ancien Président sur la scène politique que l'ensemble des Français (+7 points). Sans surprise, les sympathisants UMP sont plus nombreux à se déclarer favorables au retour de Nicolas Sarkozy (70%), alors qu'une infime minorité des sympathisants PS partage cette idée (4%).

Par ailleurs, les patrons interrogés partagent le pronostic de l'ensemble des Français s'agissant d'un nouveau destin présidentiel pour Nicolas Sarkozy, la quasi-totalité d'entre eux (85%) estimant que celui-ci présentera sa candidature à l'élection présidentielle de 2017, dont 39% qui en sont certains.

Invités à se prononcer sur les éléments qui motivent le retour de Nicolas Sarkozy, les dirigeants de TPE citent principalement son goût pour la politique (38%). Cependant, pour 23% des patrons interrogés, l'ex-Président y verrait un moyen de mieux se défendre face aux attaques dont il est l'objet. Cet élément est mentionné par une majorité de sympathisants PS (51%) et Modem (50%).

Les éléments liés à la capacité de Nicolas Sarkozy à redresser l'économie (16%), à sa volonté d'apporter des solutions à la France (13%) ou bien à gérer le dialogue social (5%) sont évoqués plus marginalement.

Pour la majorité des patrons de TPE (65%), Nicolas Sarkozy possède l'étoffe d'un Président de la République. Un patron interrogé sur cinq estime que ce trait d'image correspond même « très bien » à l'ancien chef de l'Etat. Ce jugement est plus favorable de 13 points à celui exprimé par l'ensemble des Français (52% d'accord).

Une majorité d'entre eux juge également Nicolas Sarkozy sympathique (56%), et croit en sa volonté de changer les choses (54%). Sa compréhension de leurs problèmes apparaît sensiblement en recul chez les patrons de TPE (44%, dont 9% très bien).

A l'inverse, l'honnêteté (31%) et le respect de ses engagements (36%) constituent les traits d'image perçus comme s'appliquant le moins bien à Nicolas Sarkozy selon les dirigeants de TPE. La perception du non respect de ses promesses pendant son mandat et l'enchaînement des affaires judiciaires expliquent sans doute ces résultats.

Dans le détail, une faible majorité de patrons sympathisants UMP estime que l'ancien Chef de l'Etat respecte ses engagements (57%), contre moins d'un quart des sympathisants PS (22%). Cet écart selon la proximité politique se creuse encore plus au sujet de l'honnêteté, qui s'applique bien à Nicolas Sarkozy pour 56% des sympathisants UMP et pour seulement 3% des sympathisants PS.

Le Sénat, une institution à l'image mitigée, dont le changement de majorité n'aura qu'un impact limité sur la vie politique en France

Au lendemain des élections sénatoriales de septembre 2014 à l'issue desquelles l'UMP et le Centre ont obtenu la majorité absolue, les patrons de TPE ont été interrogés sur leur perception de la Haute Chambre du Parlement français, et sur l'impact de ce changement de majorité.

Les dirigeants interrogés voient principalement le Sénat comme une institution à réformer (44%), alors que moins d'un quart d'entre eux y voit un modérateur des lois (22%).

Dans une moindre mesure, 13% des patrons perçoivent la chambre siégeant au palais du Luxembourg comme un contre-pouvoir à l'Assemblée nationale et au Gouvernement, et 9% y voient avant tout un organe de réflexion.

D'une part, les sympathisants FN (64%) et Modem (66%), dont les partis respectifs sont peu représentés au Sénat, se révèlent bien plus enclins à juger nécessaire une réforme de cette institution.

D'autre part, les sympathisants UMP se montrent plus sensibles au rôle de modérateur des lois du Sénat (30%), alors que les sympathisants EELV sont plus nombreux à voir cette chambre comme un contre-pouvoir à l'Assemblée nationale et au Gouvernement (31%).

Interrogés au sujet de leur perception de l'impact qu'aura le récent changement de majorité au Sénat en faveur de l'UMP, les patrons de TPE se montrent perplexes.

Cette alternance n'aura, selon une large proportion d'entre eux, aucun impact sur l'équilibre des pouvoirs en France (58%), sur la capacité du gouvernement à faire passer ses lois (54%) et surtout sur la politique économique menée par le Gouvernement (66%).

Il ressort néanmoins que 27% des dirigeants de TPE voient d'un œil positif l'impact du changement de majorité sur l'équilibre des pouvoirs en France et 21% d'entre eux partagent cette opinion au sujet de la politique économique du gouvernement.

Si 27% des patrons pronostiquent un impact positif sur l'équilibre des pouvoirs en France, cette part atteint 45% chez les sympathisants UMP.

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

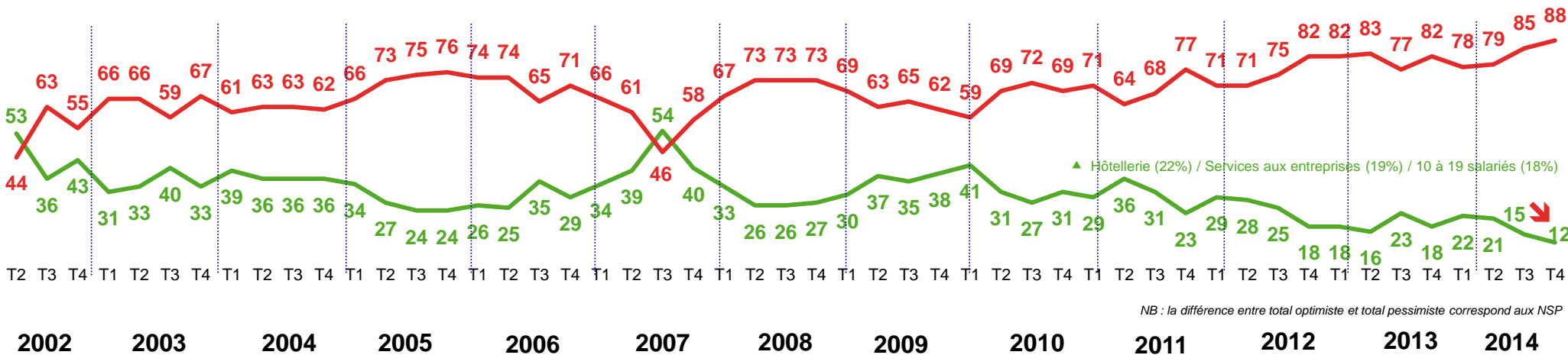
— Total optimiste sur la situation en France

— Total pessimiste sur la situation en France

▲ Commerce (92%) / Services aux particuliers (90%)

▲ Hôtels (22%) / Services aux entreprises (19%) / 10 à 19 salariés (18%)

NB : la différence entre total optimiste et total pessimiste correspond aux NSP



Question

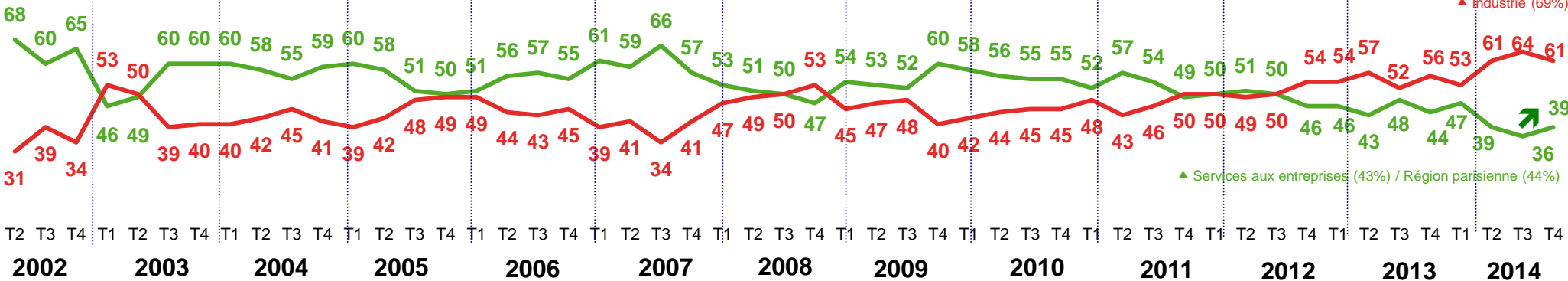
Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité

▲ Industrie (69%)

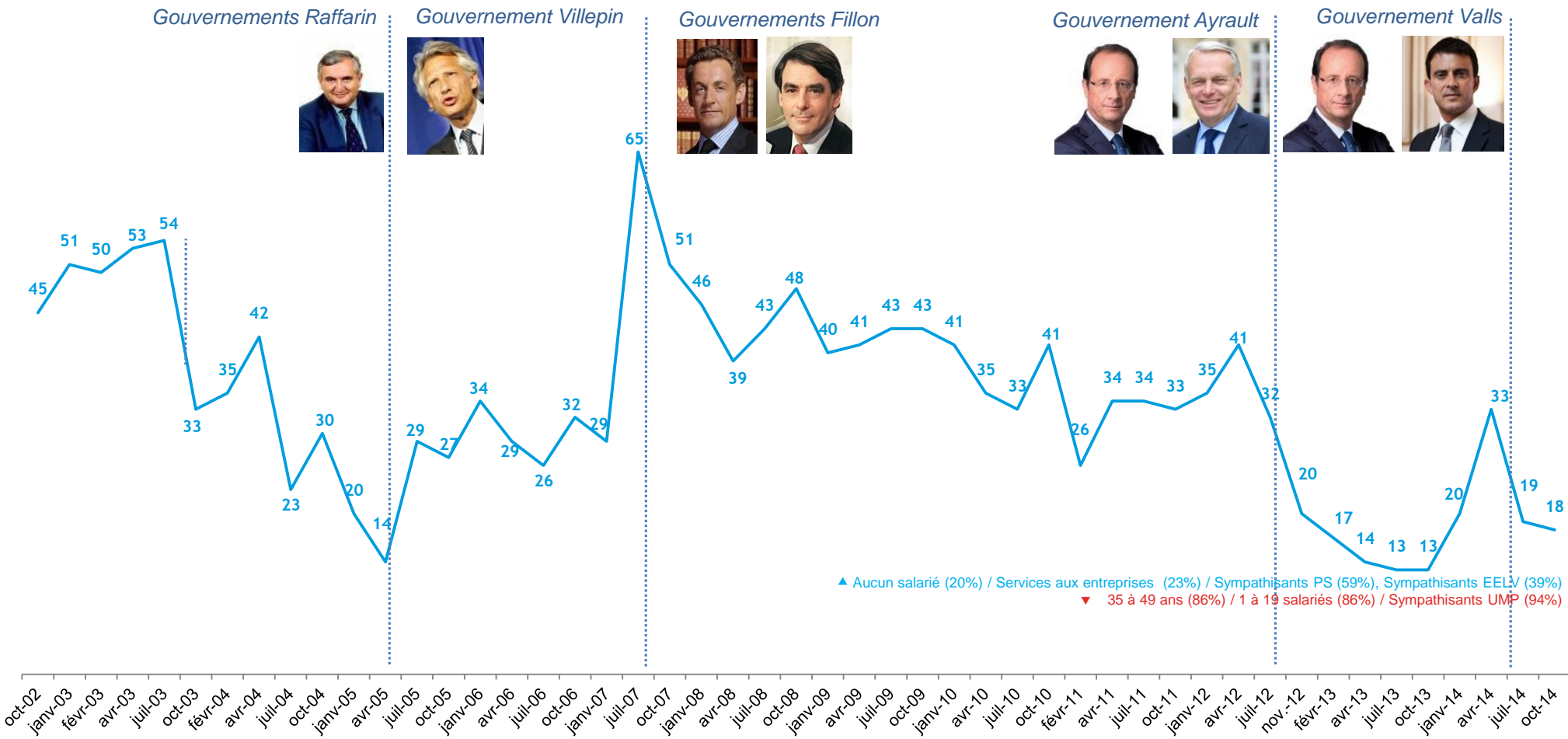
▲ Services aux entreprises (43%) / Région parisienne (44%)



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls inspirent tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?

— Inspirent confiance d'une manière générale



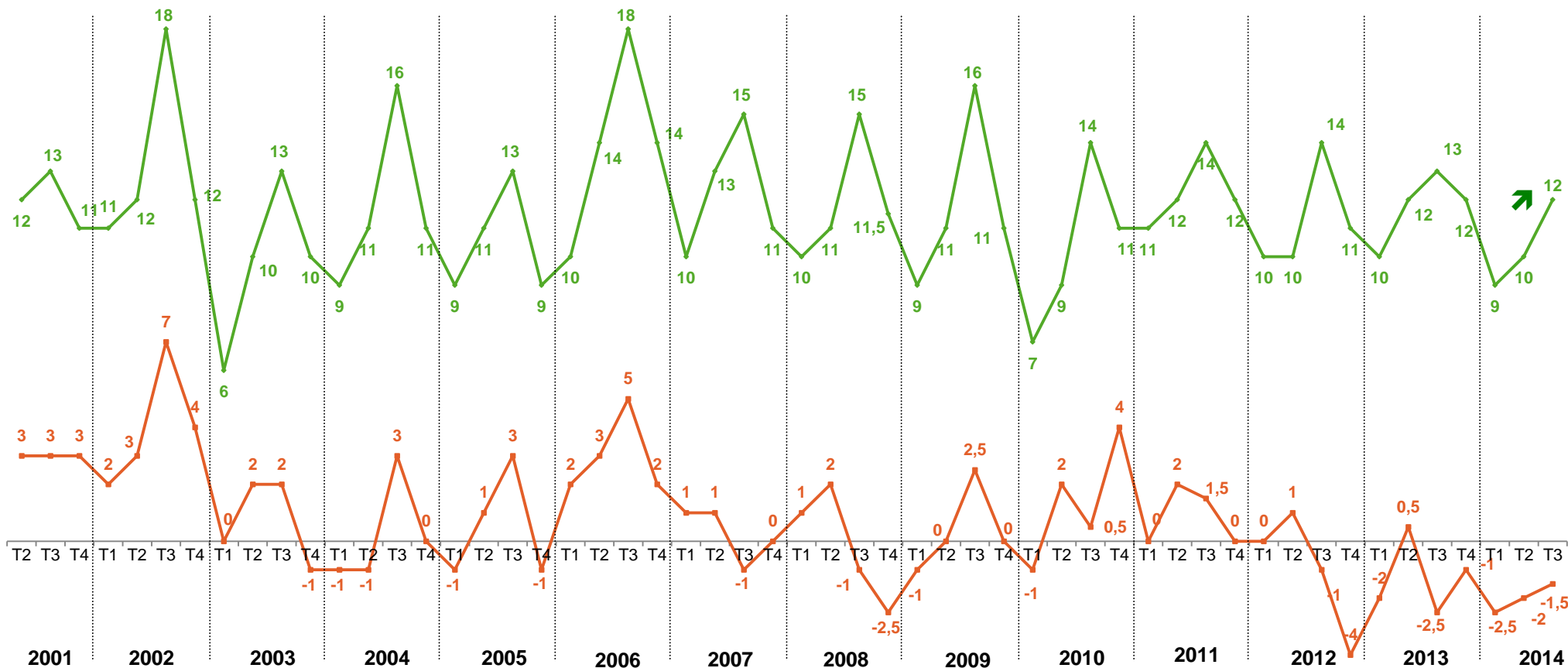
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

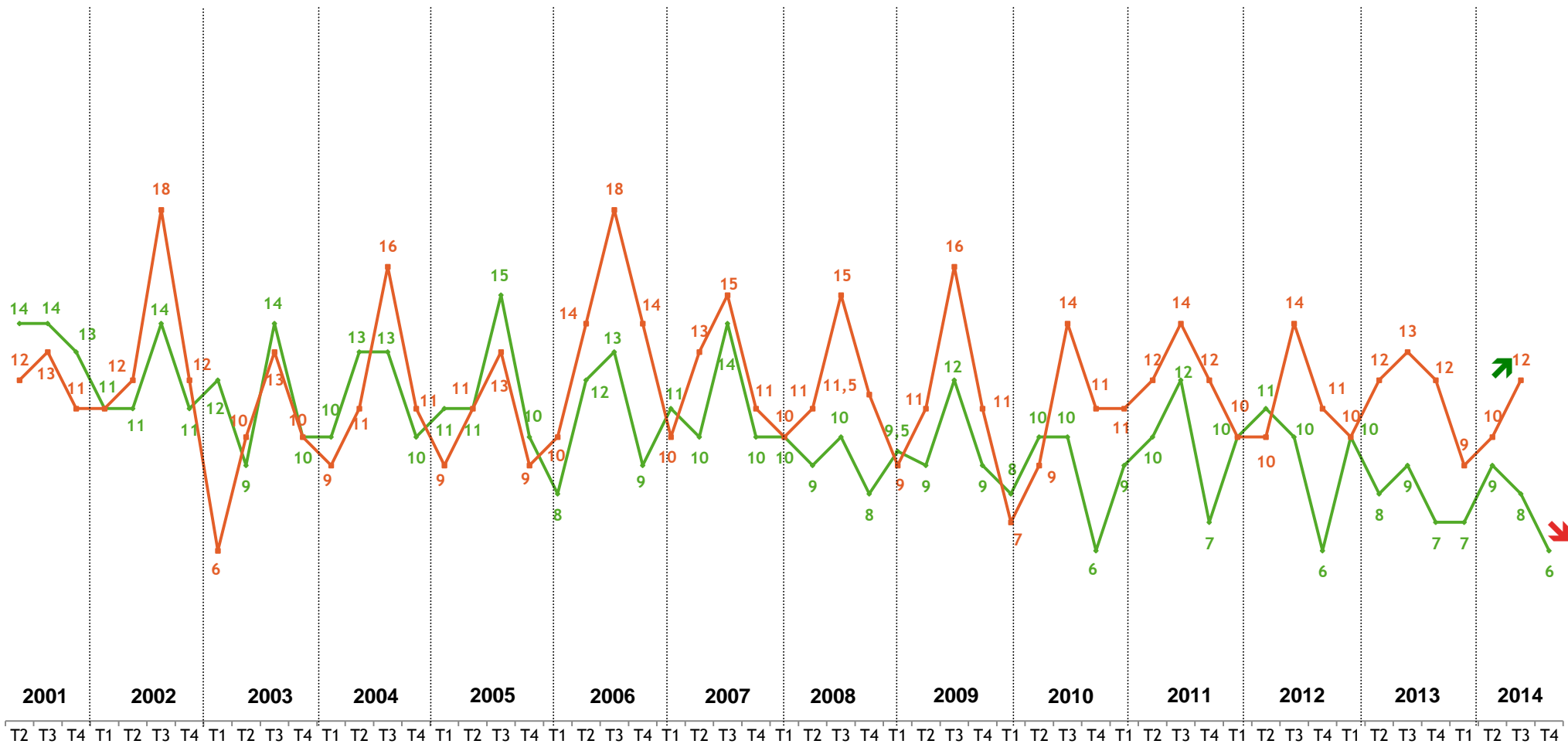
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,7

} Moyennes depuis 2001



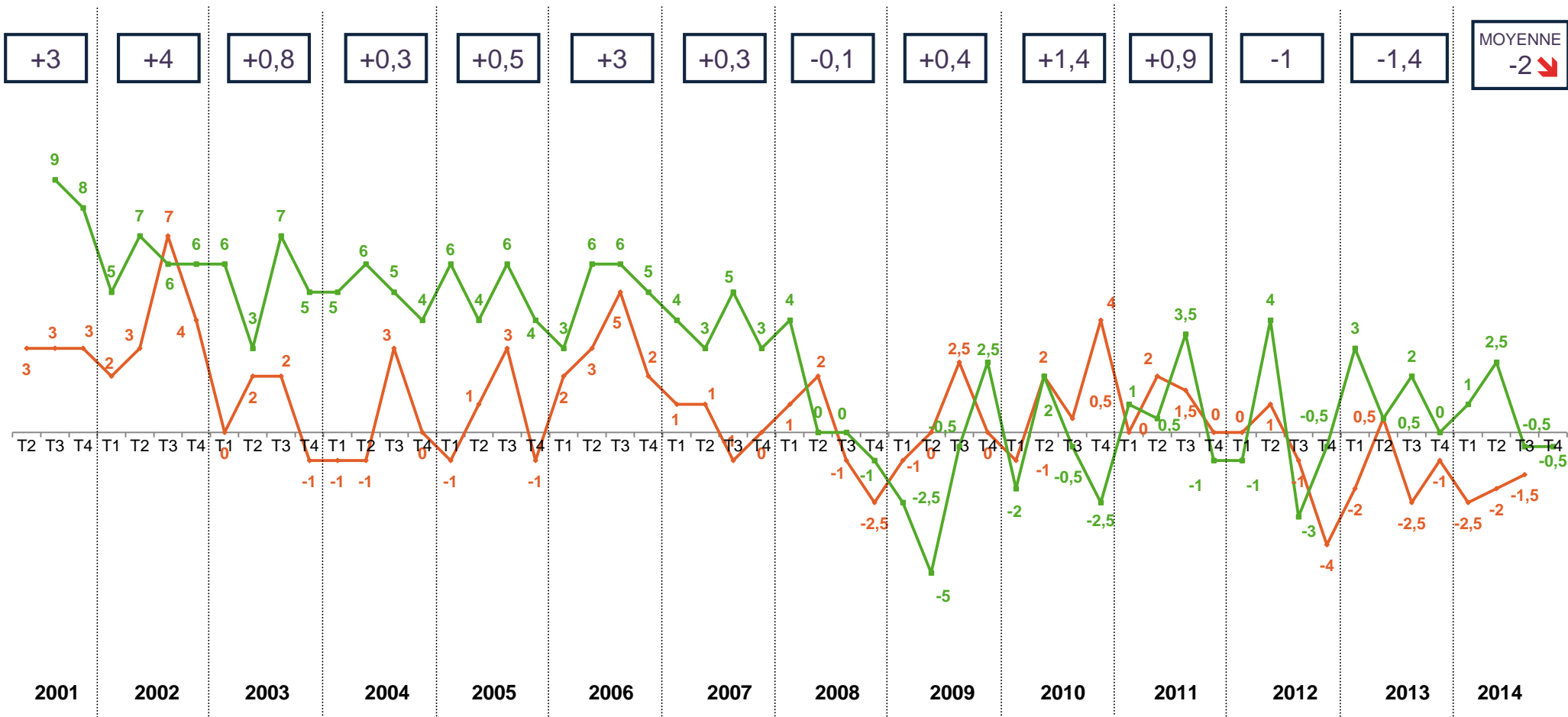
Base : ensemble des TPE

— Embauches prévues au cours des trois prochains mois
 — Embauches réalisées sur les trois derniers mois



Base : ensemble des TPE

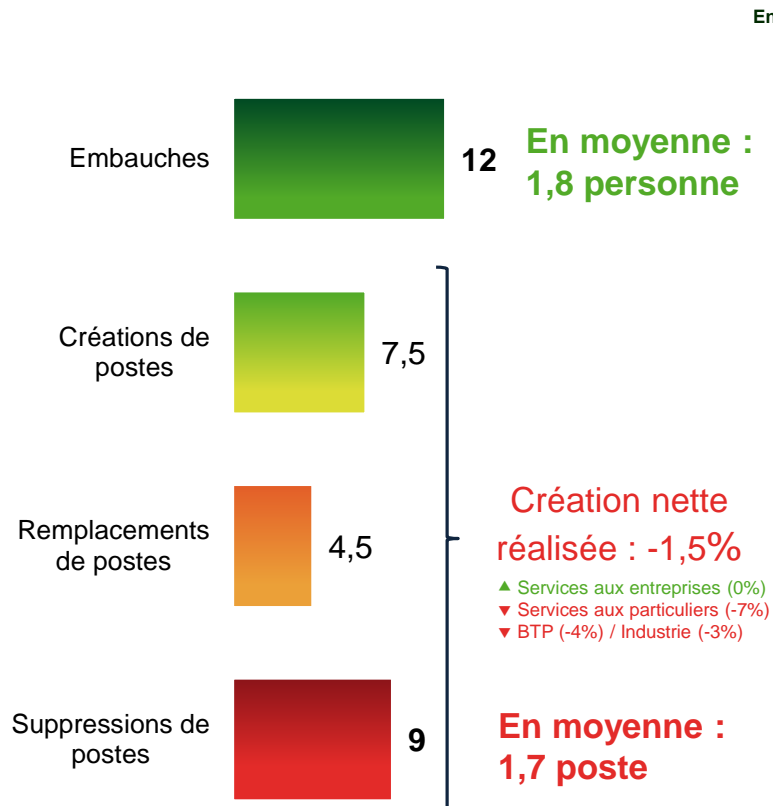
— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



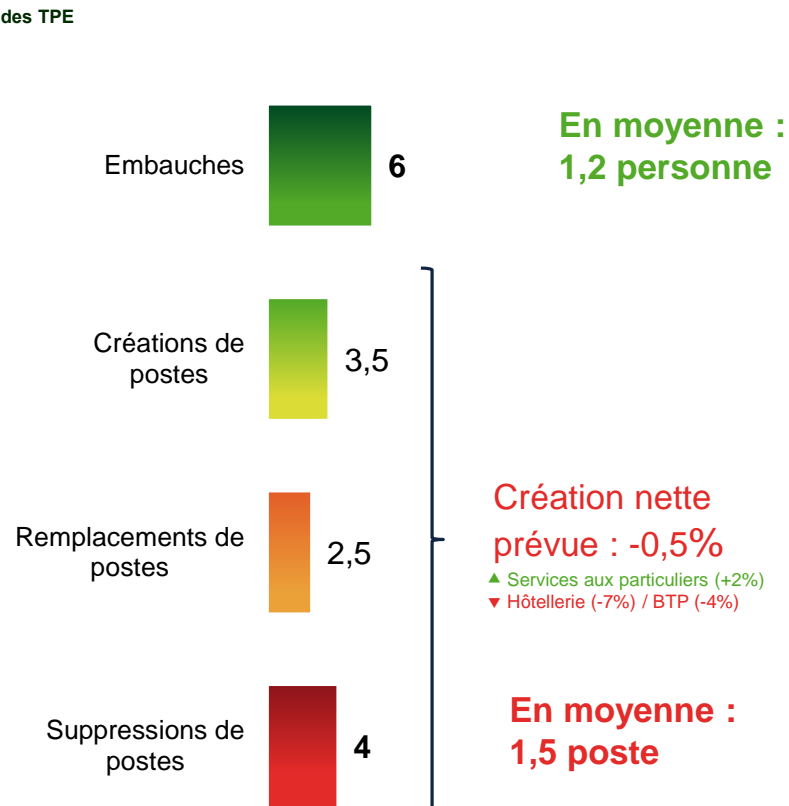
Base : ensemble des TPE

La répartition de la création nette d'emplois

Réalisations de juillet à septembre 2014



Perspectives d'octobre à décembre 2014

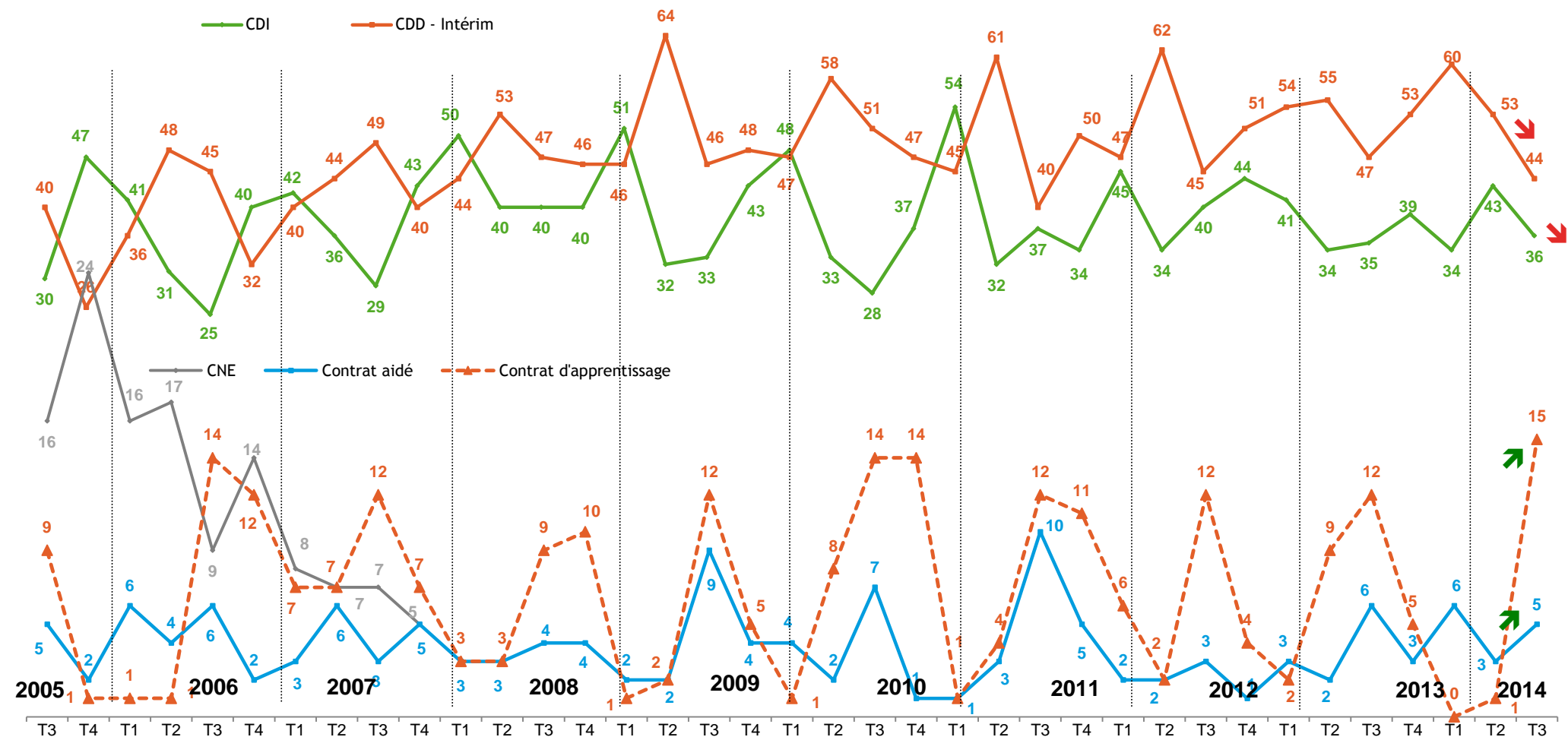


Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

CDD > 1 mois = 40%
CDD < 1 mois = 4%

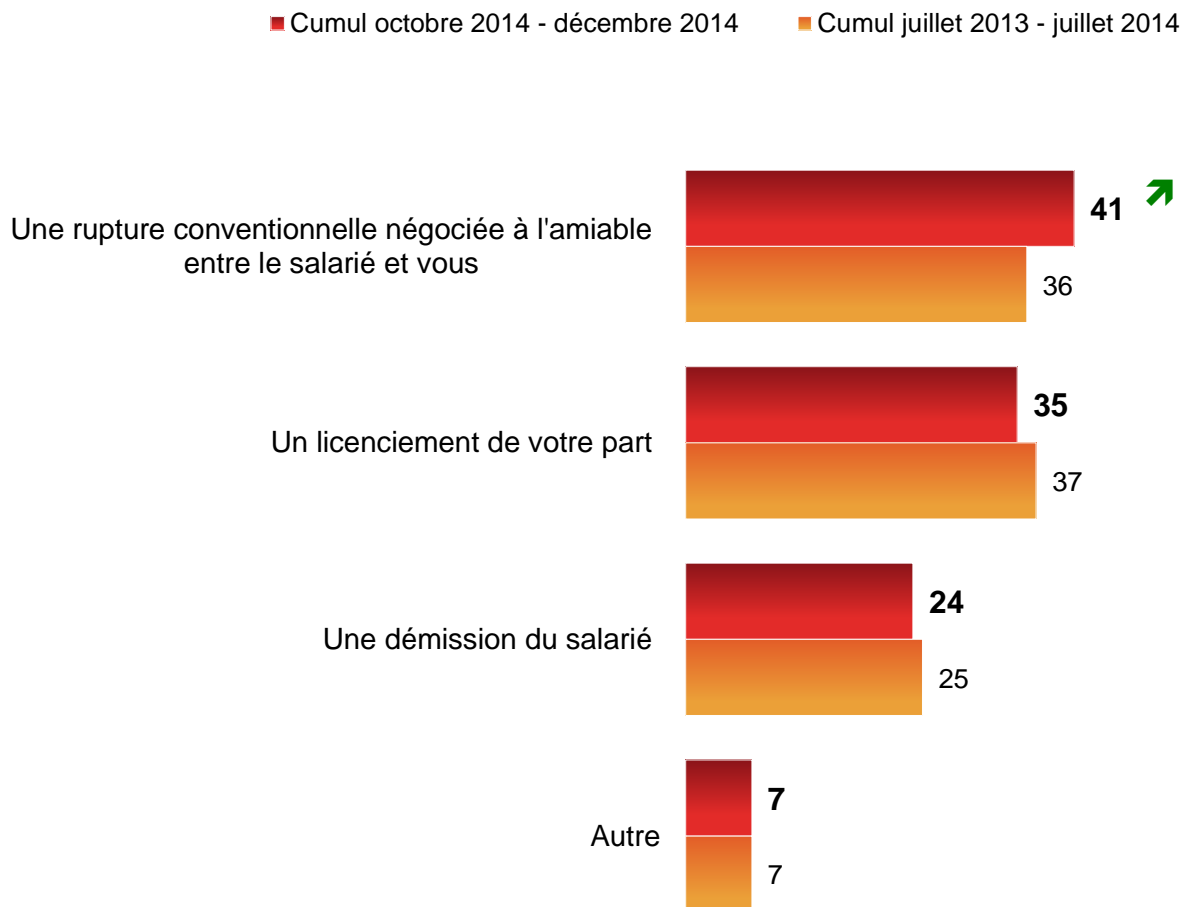


Base : TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

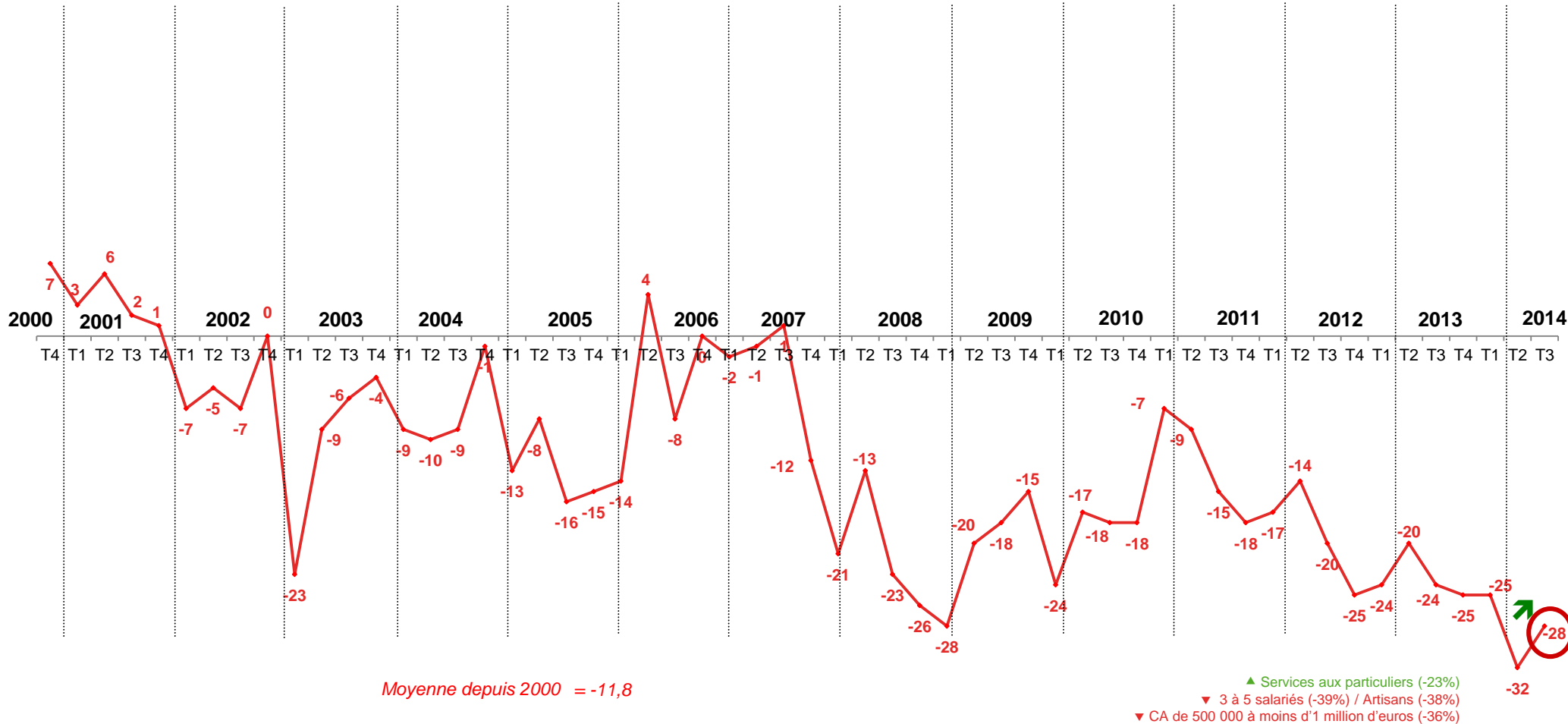
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Situation sur les 3 derniers mois

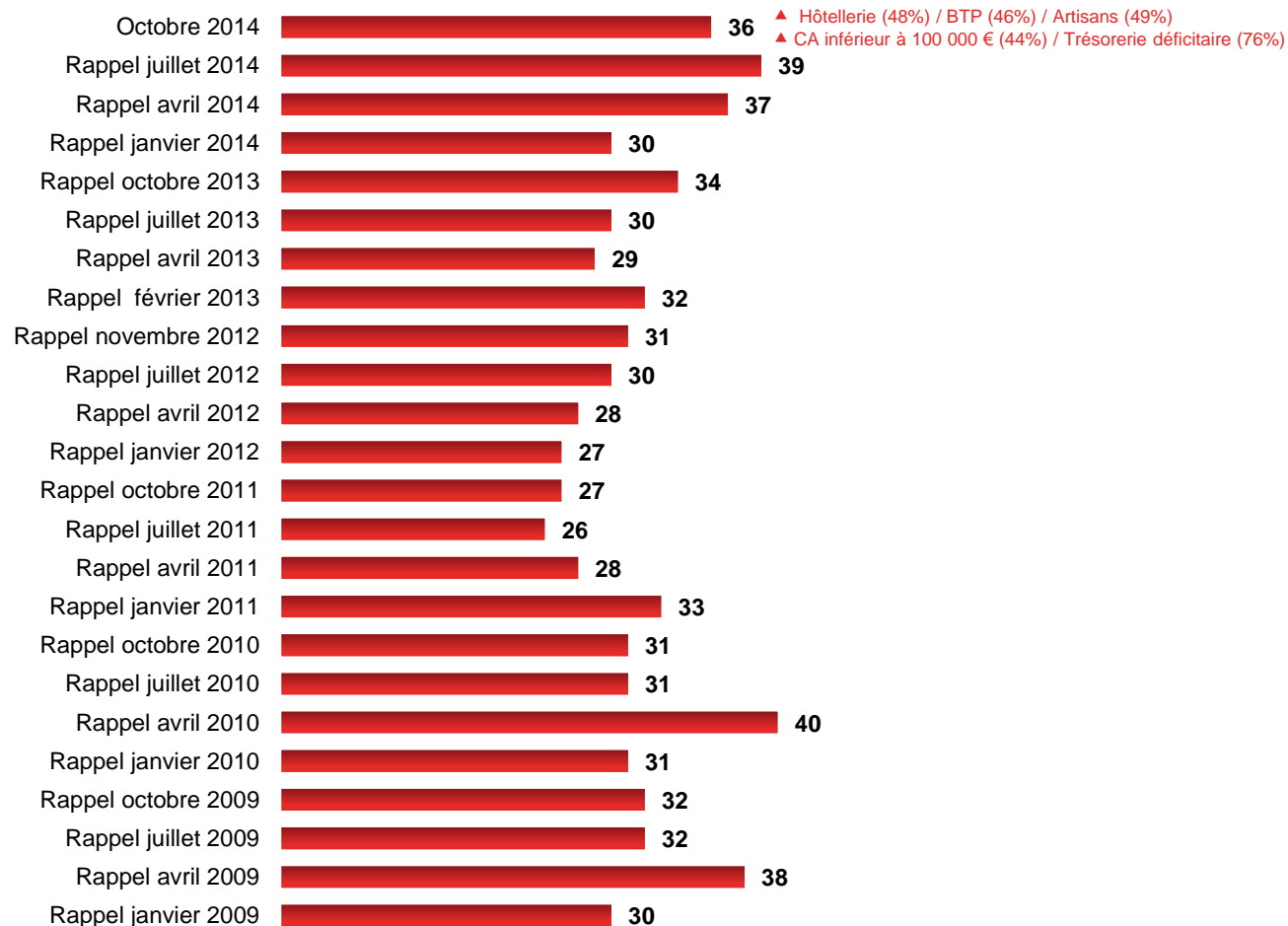


Les préoccupations des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

Question

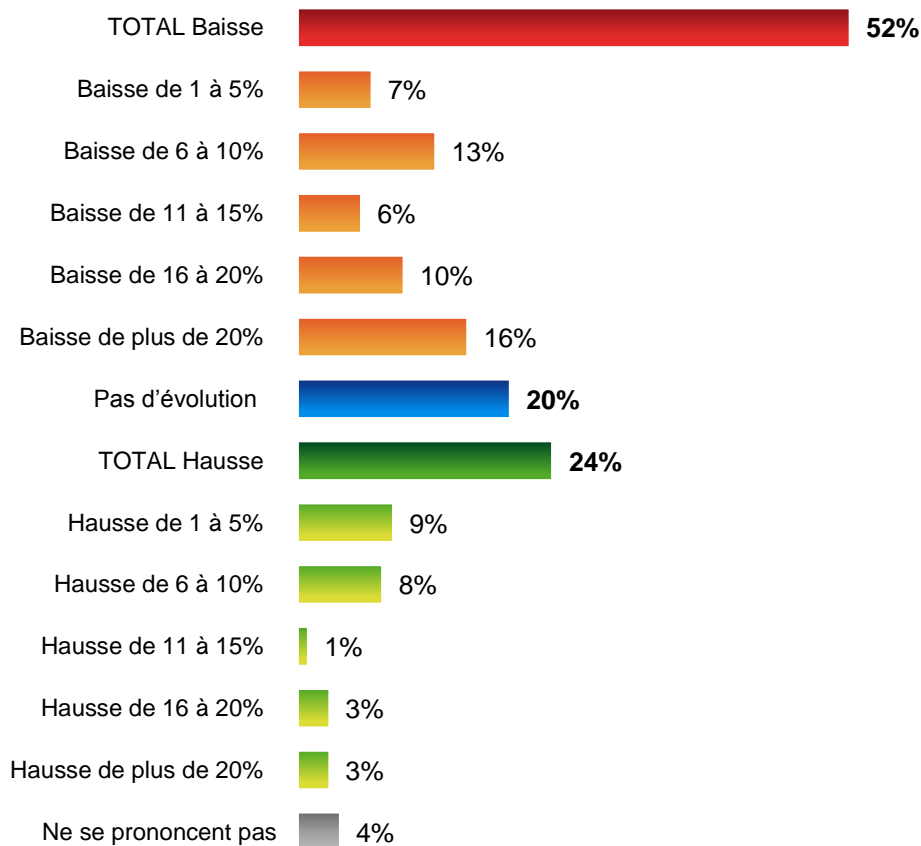
Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution, positive ou négative, avez-vous constaté en pourcentage ?*

Moyenne octobre 2014 : -8%

Rappel juillet 2014 : -6,6% / Rappel avril 2014 : -6,7% / Rappel janvier 2014 : -4,8%
Rappel octobre 2013 : -0,4% / Rappel juillet 2013 : -0,2% / Rappel avril 2013 : -0,8%
Rappel février 2013 : -2,8% / Rappel novembre 2012 : -2,9% / Rappel juillet 2012 : -2,0%
Rappel avril 2012 : -2,7% / Rappel janvier 2012 : -0,3% / Rappel octobre 2011 : -1,6%

▲ Services aux particuliers (-4%) / Artisans (-5%)

▼ BTP (-11%) / Région parisienne (-11%) / CA inférieur à 100 000 € (-12%)



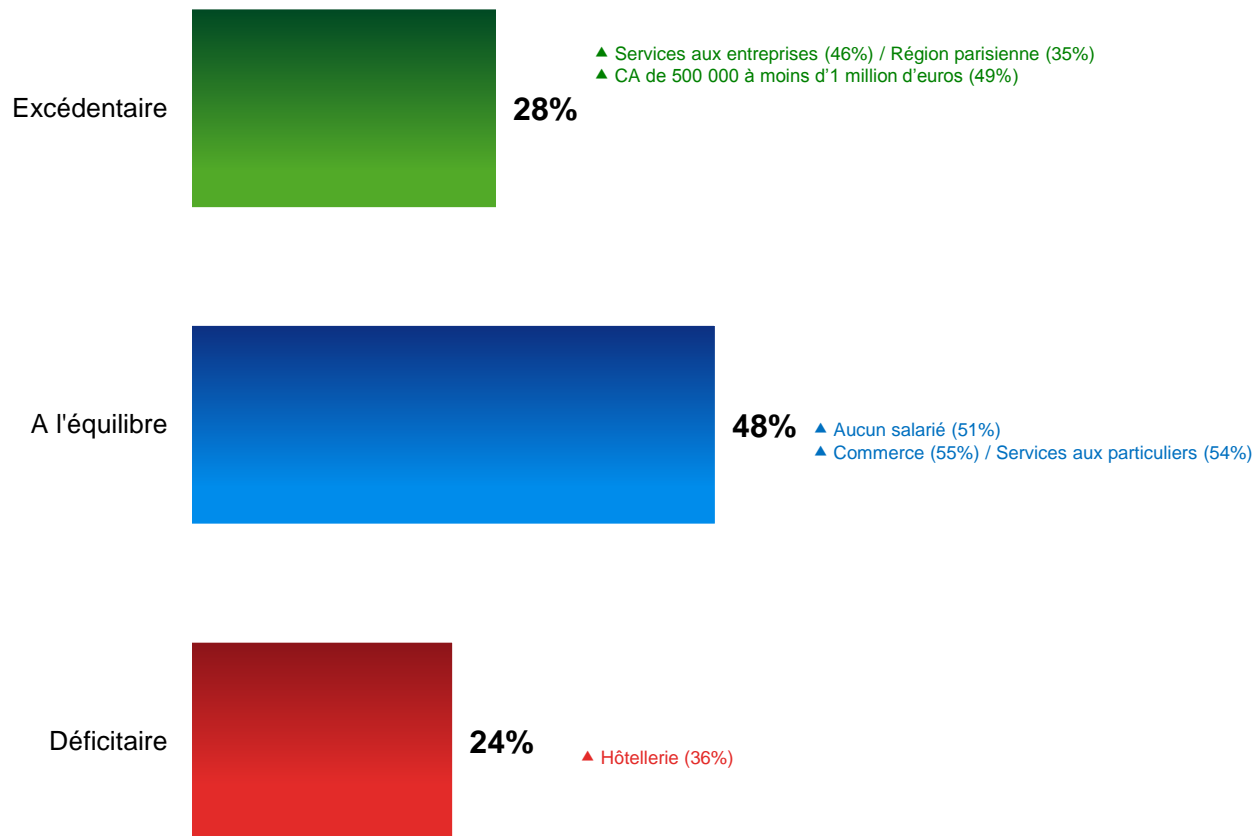
Base : ensemble des TPE

* Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5%, une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?



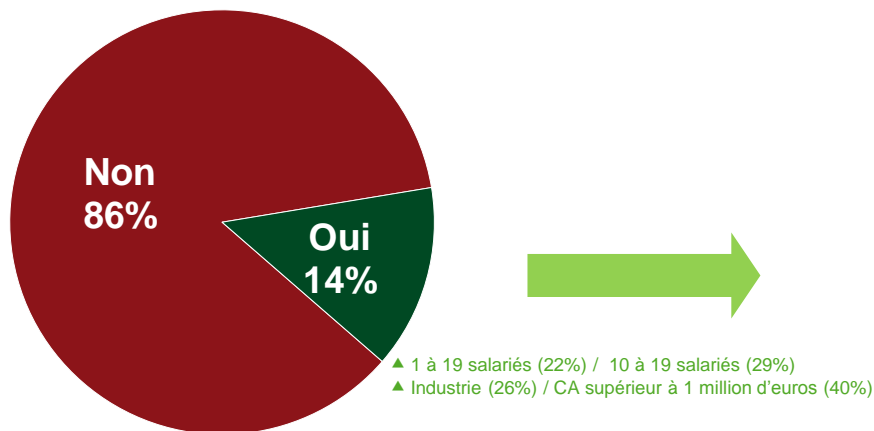
	Rappel juillet 2014	Rappel avril 2014
Excédentaire	26%	28%
A l'équilibre	48%	46%
Déficitaire	26%	26%

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



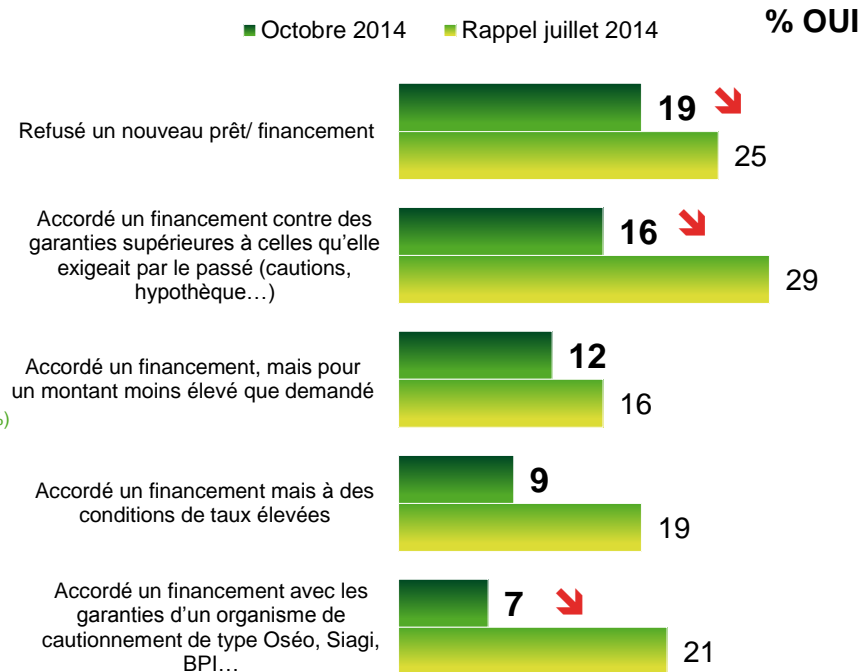
Rappel juillet 2014 : 14%
 Rappel avril 2014 : 14% / Rappel janvier 2014 : 17%
 Rappel octobre 2013 : 18% / Rappel juillet 2013 : 18%
 Rappel avril 2013 : 23% / Rappel février 2013 : 20%
 Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
 Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
 Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
 Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
 Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
 Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque vous a-t-elle récemment... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 47%

Rappel juillet 2014 : 58% / Rappel avril 2014 : 57% / Rappel janvier 2014 : 49%
 Rappel octobre 2013 : 65% / Rappel juillet 2013 : 57% / Rappel avril 2013 : 53%
 Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%
 Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%
 Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

▲ Hôtellerie (77%) / Services aux entreprises (56%) / Artisans (54%) / Région parisienne (57%)

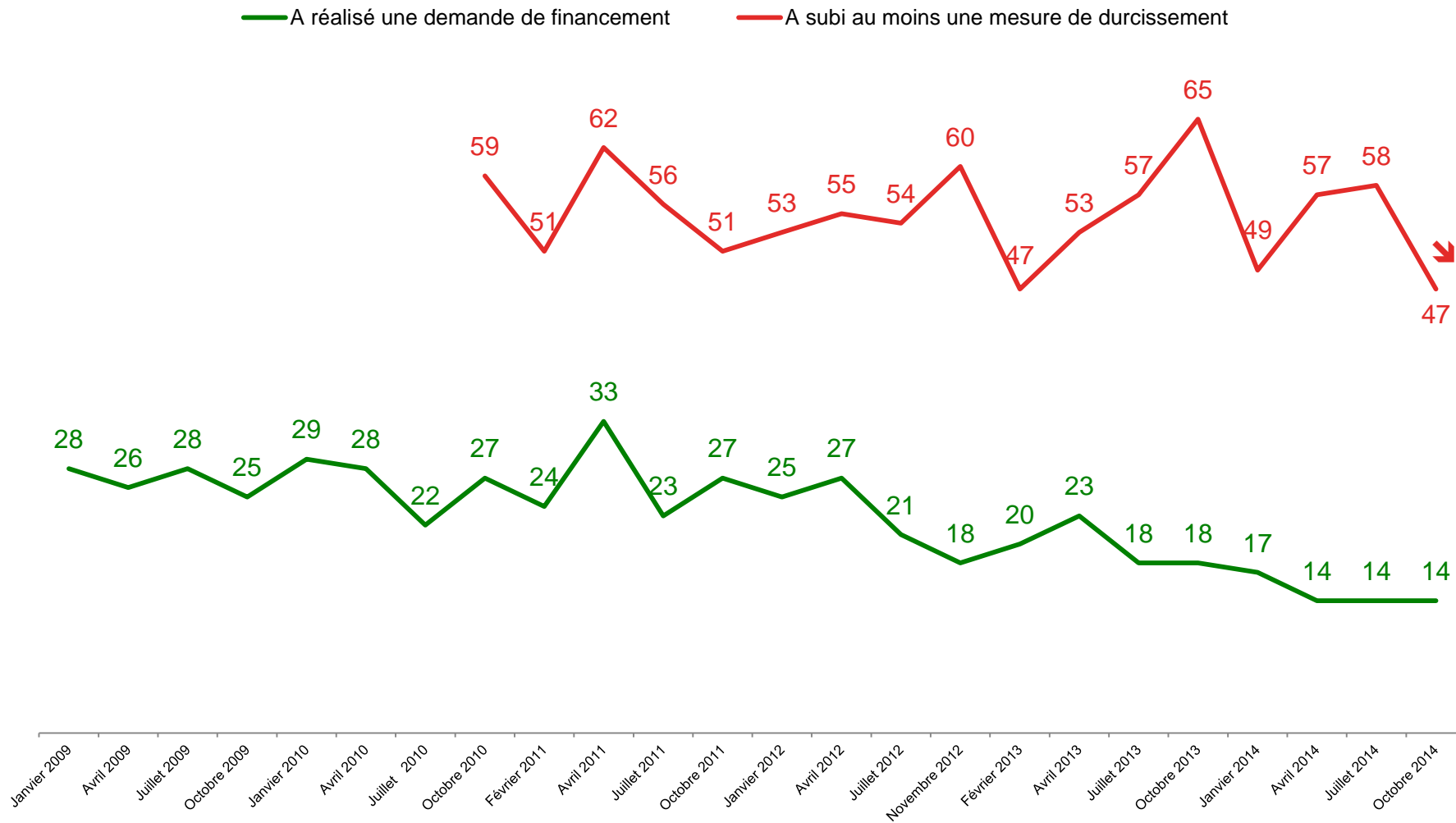
Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
 Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?



La relance de l'emploi : les effets de seuils et les 35 heures

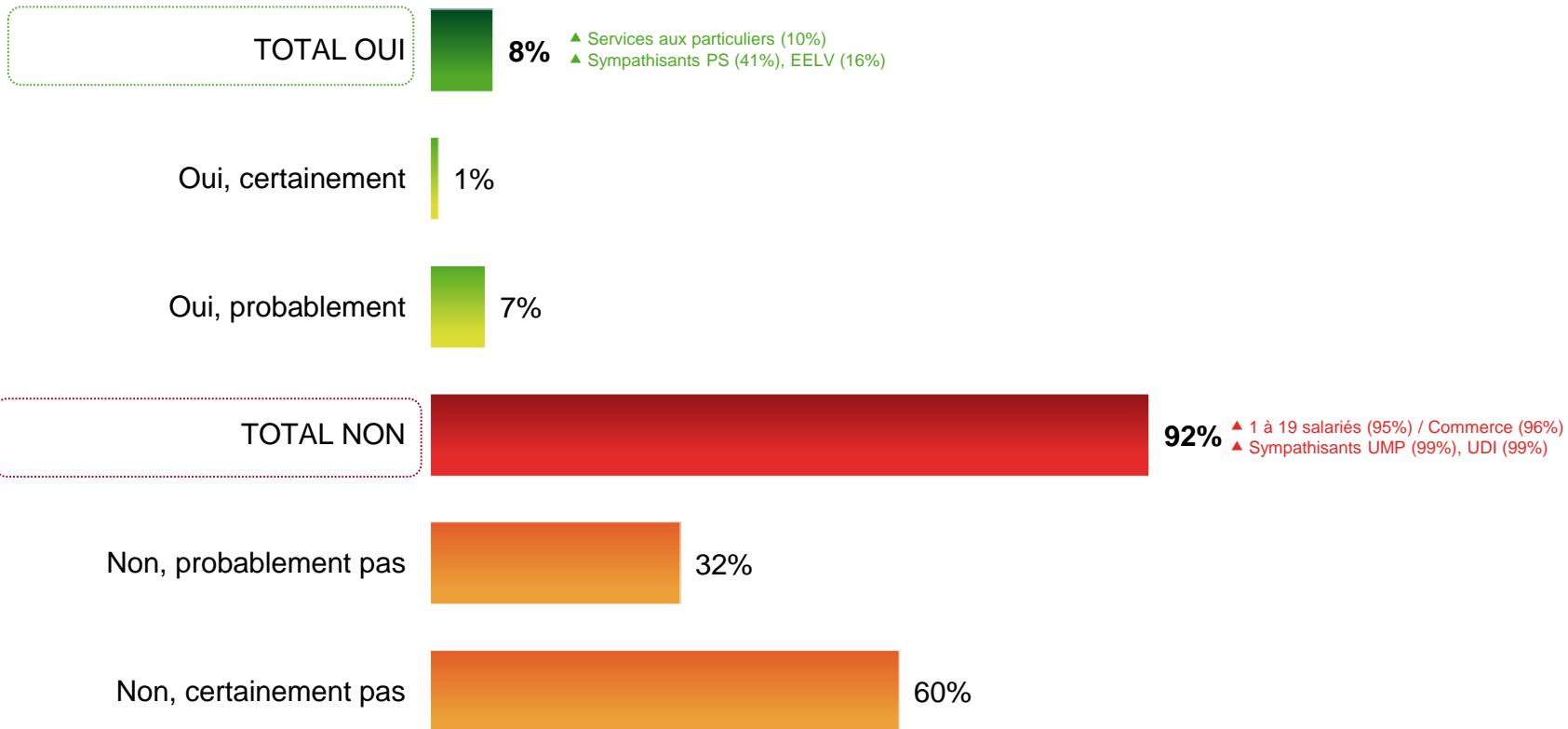
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'efficacité des politiques menées depuis 2012 pour faire baisser le chômage

Question

Selon vous, les politiques menées en matière d'emploi depuis 2012 permettront-elles de faire diminuer le chômage ?



Base : ensemble des TPE

Quelques pistes pour faire baisser le chômage

Question

Sur une échelle de 1 à 10, pouvez-vous noter chacune de ces mesures visant à faire diminuer le chômage ? La note 1 veut dire que cette mesure vous semble totalement inefficace, la note 10 qu'elle vous semble très efficace, les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.

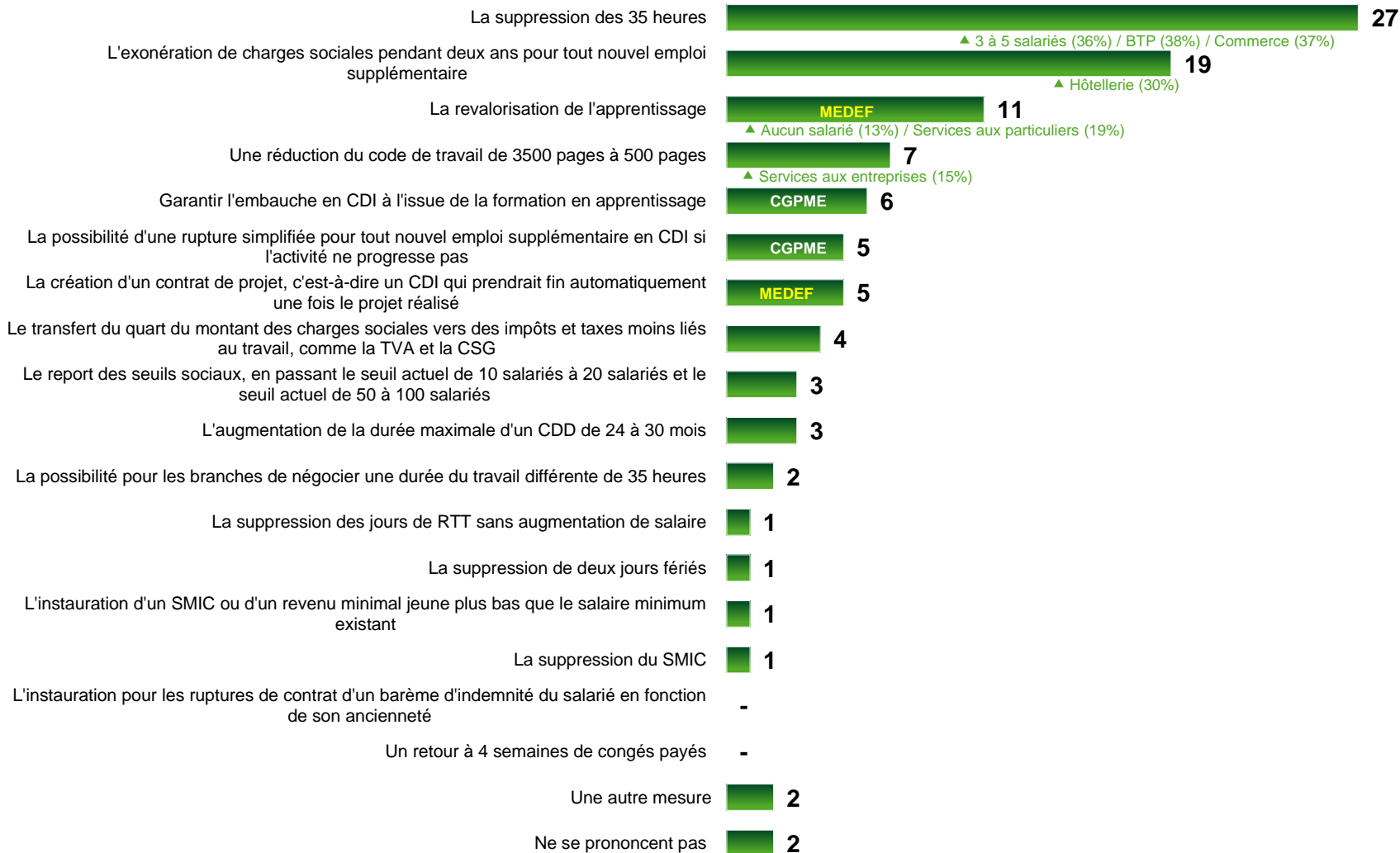
Note moyenne



La mesure jugée la plus efficace pour faire baisser le chômage

Question

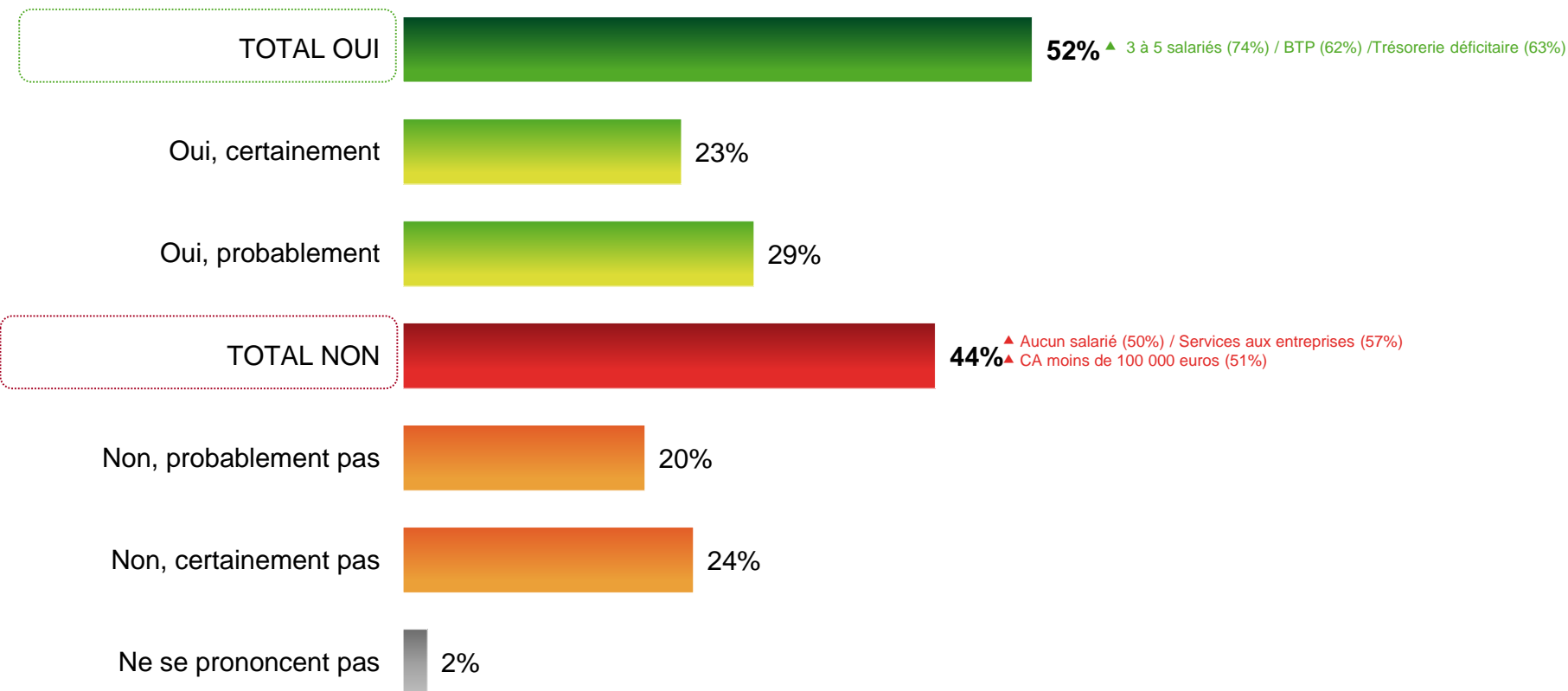
Selon vous, si l'on ne retenait qu'une seule mesure parmi celles qui viennent d'être citées, laquelle faudrait-il mettre en œuvre en priorité ?



La disposition à embaucher

Question

Si la mesure que vous venez de citer était adoptée, embaucheriez-vous un salarié supplémentaire ?

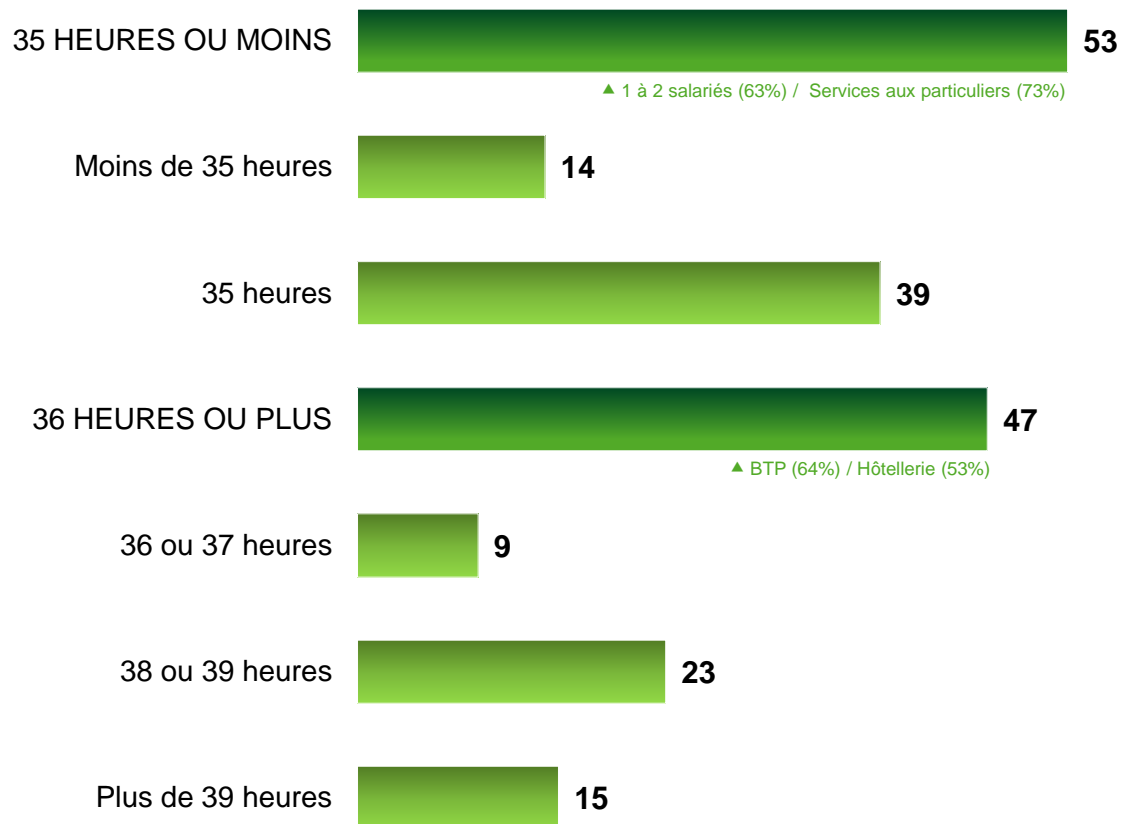


Base : ensemble des TPE

Le temps de travail hebdomadaire pratiqué

Question

Dans votre entreprise, sur une année, quel est l'horaire moyen hebdomadaire de vos salariés ?

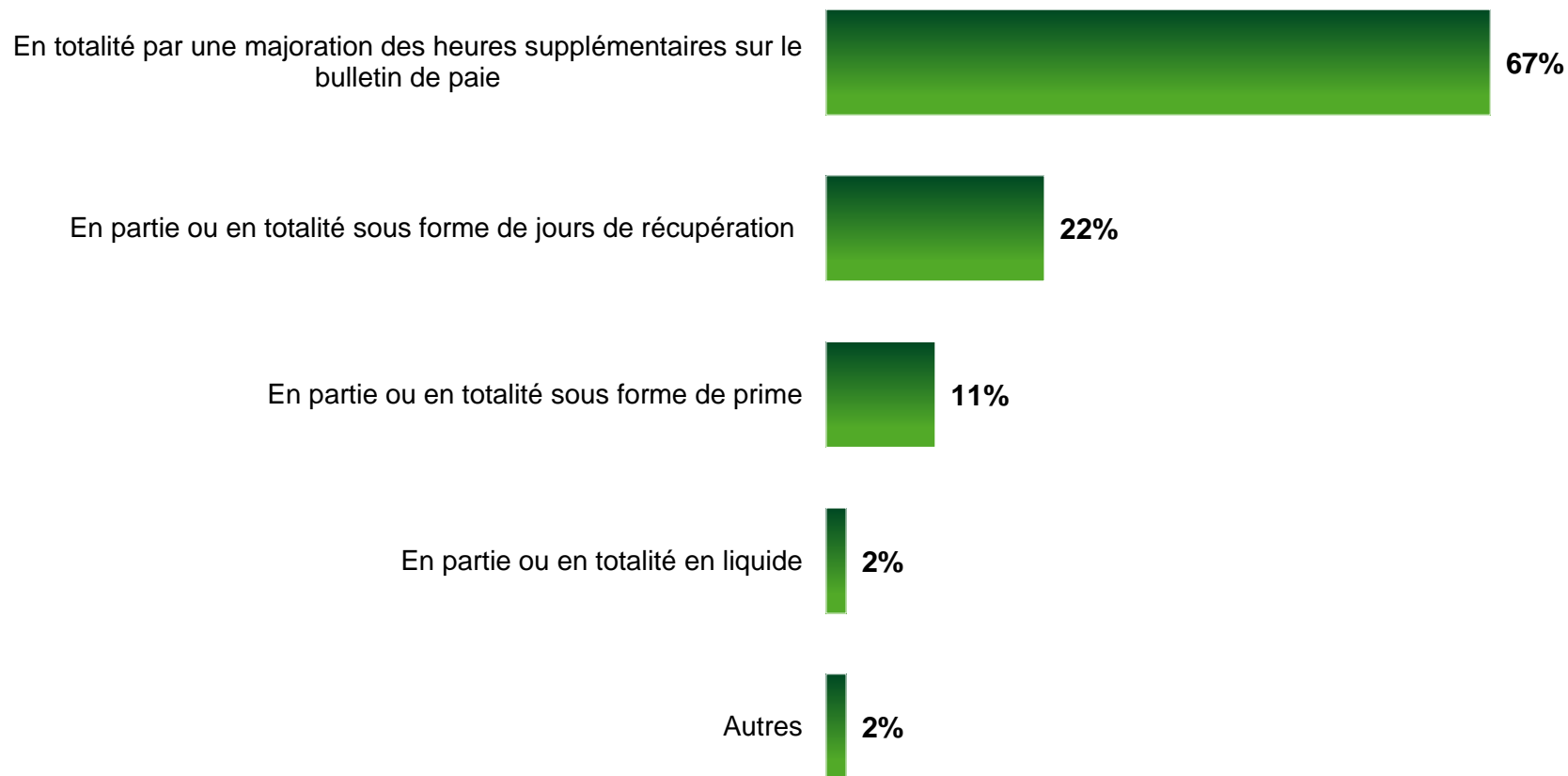


Base : aux employeurs

Le mode de rémunération des heures supplémentaires

Question

Comment rémunérez-vous les heures supplémentaires de vos salariés ?

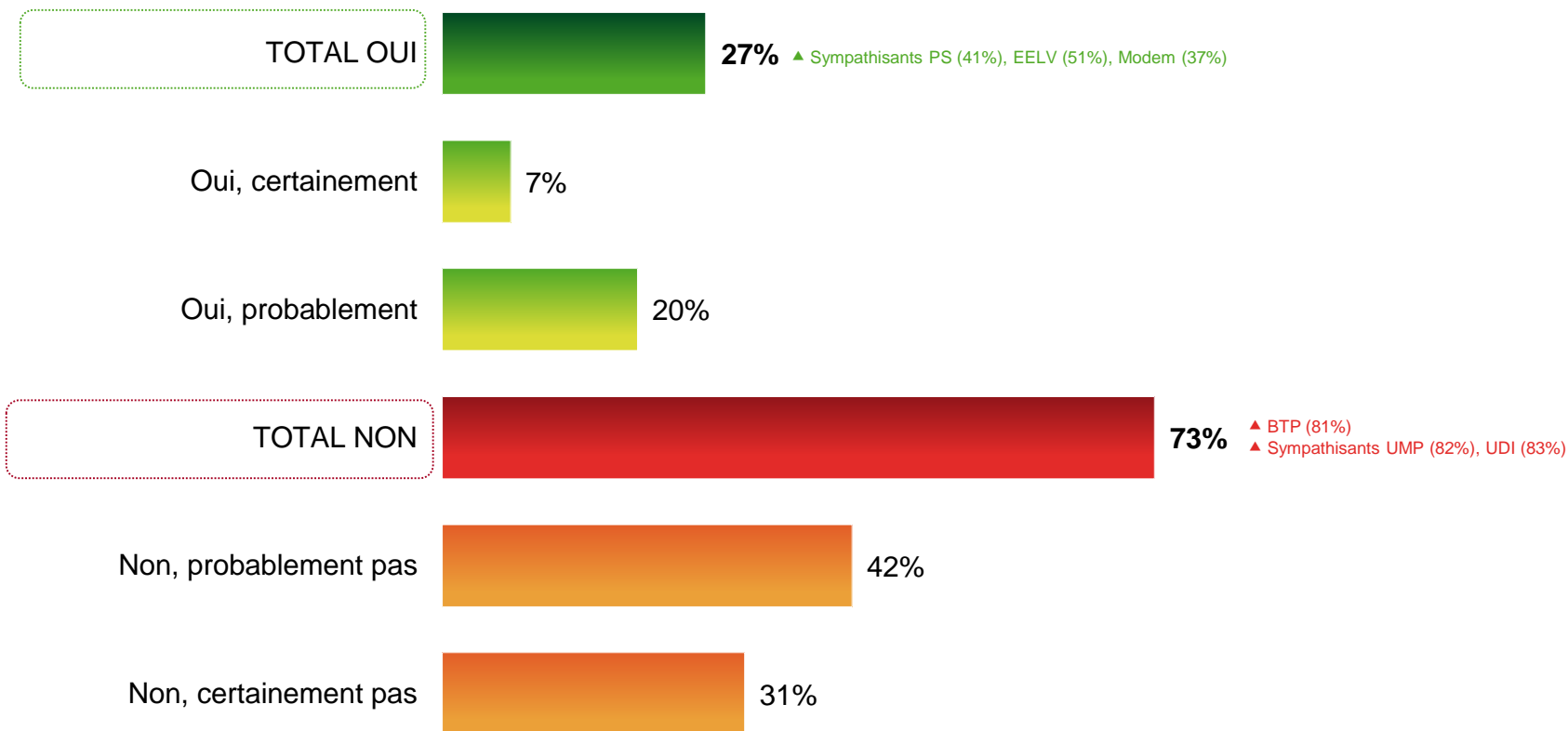


Base : à ceux dont l'horaire est de 36 heures ou plus

Le pronostic sur un assouplissement des 35 heures par le gouvernement

Question

La possibilité d'un assouplissement des 35 heures, selon des modalités à définir au niveau de chaque branche, a été évoquée par Emmanuel Macron avant sa nomination au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique. Personnellement, pensez-vous que le gouvernement va assouplir les 35 heures ?



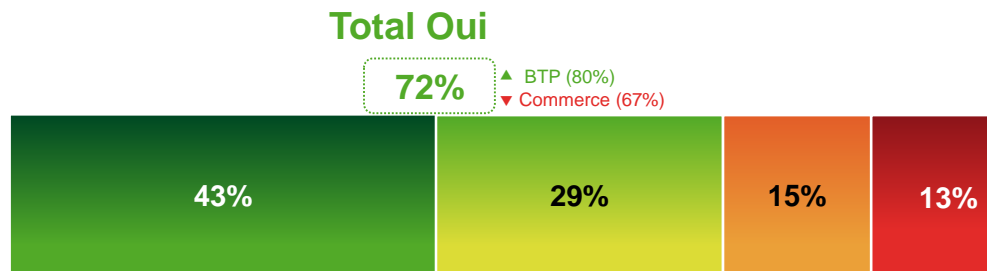
Base : ensemble des TPE

Les effets d'un assouplissement des 35 heures

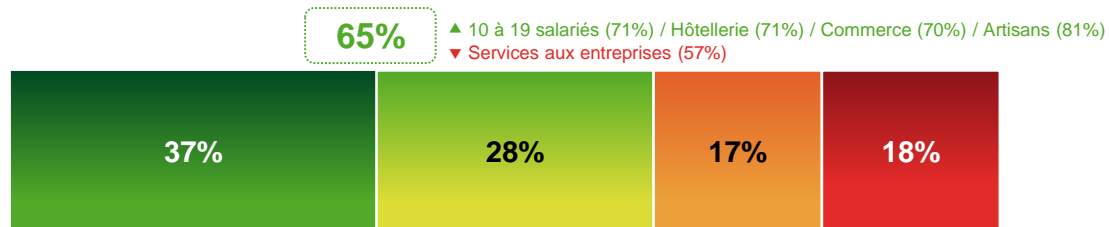
Question

Prendriez-vous chacune des mesures suivantes au sein de votre entreprise en cas d'assouplissement des 35 heures ?

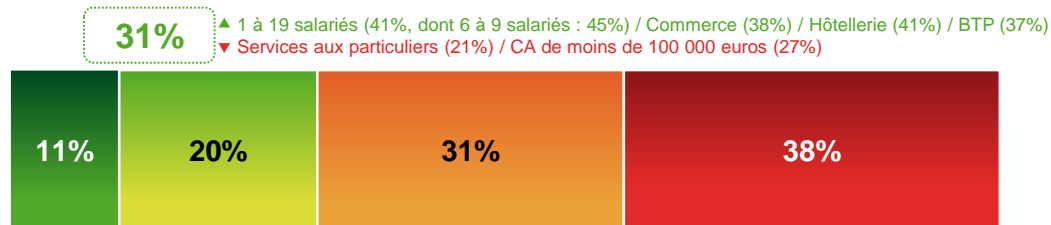
Une augmentation des salaires des employés acceptant une augmentation de leur durée de travail hebdomadaire
(aux employeurs)



Un recours plus fréquent aux heures supplémentaires
(aux employeurs)



L'embauche d'une ou plusieurs personnes



■ Oui, certainement ■ Oui, probablement ■ Non, probablement pas ■ Non certainement pas

Base : ensemble des TPE

Bilan et perspectives en matière fiscale

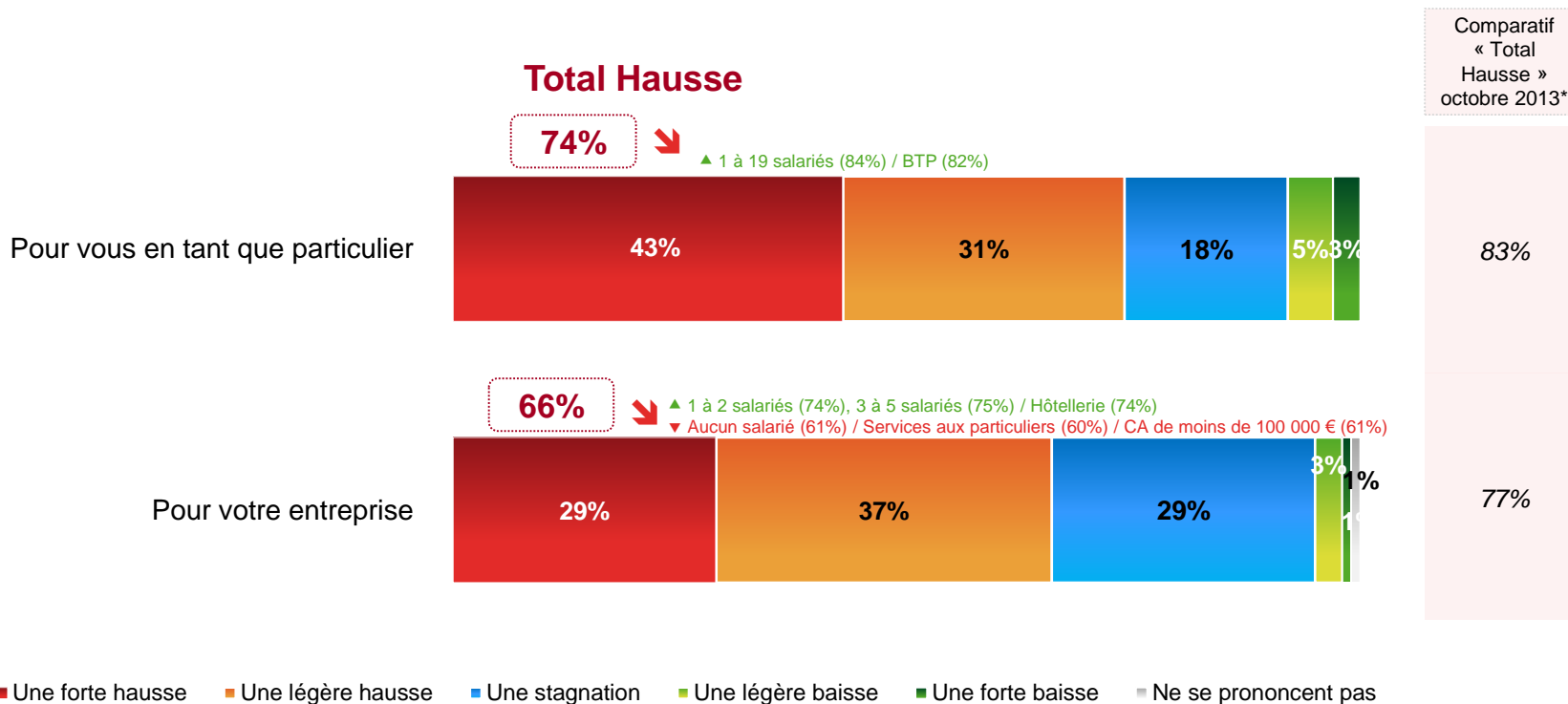
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'évolution de la fiscalité à titres personnel et professionnel en 2014

Question

Vous personnellement, avez-vous constaté pour 2014 une hausse, une stagnation ou une baisse de la fiscalité... ?



Base : ensemble des TPE

Les impôts et taxes de l'entreprise ayant augmenté en 2014

Question

Parmi vos impôts et taxes, lesquels ont augmenté ?

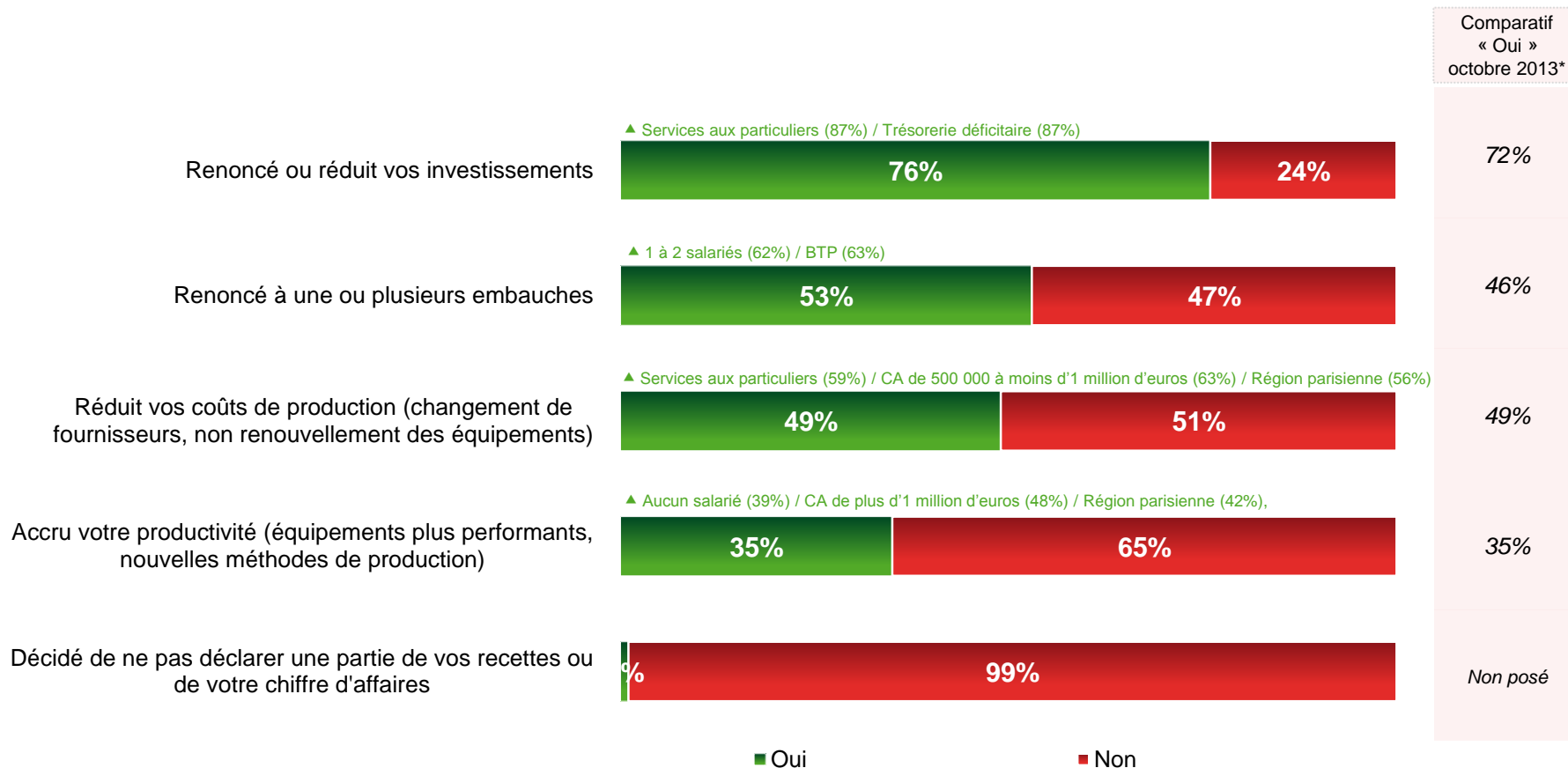


Base : à ceux qui ont constaté une hausse de la fiscalité de l'entreprise

Les mesures mises en œuvre pour pallier l'augmentation de la fiscalité

Question

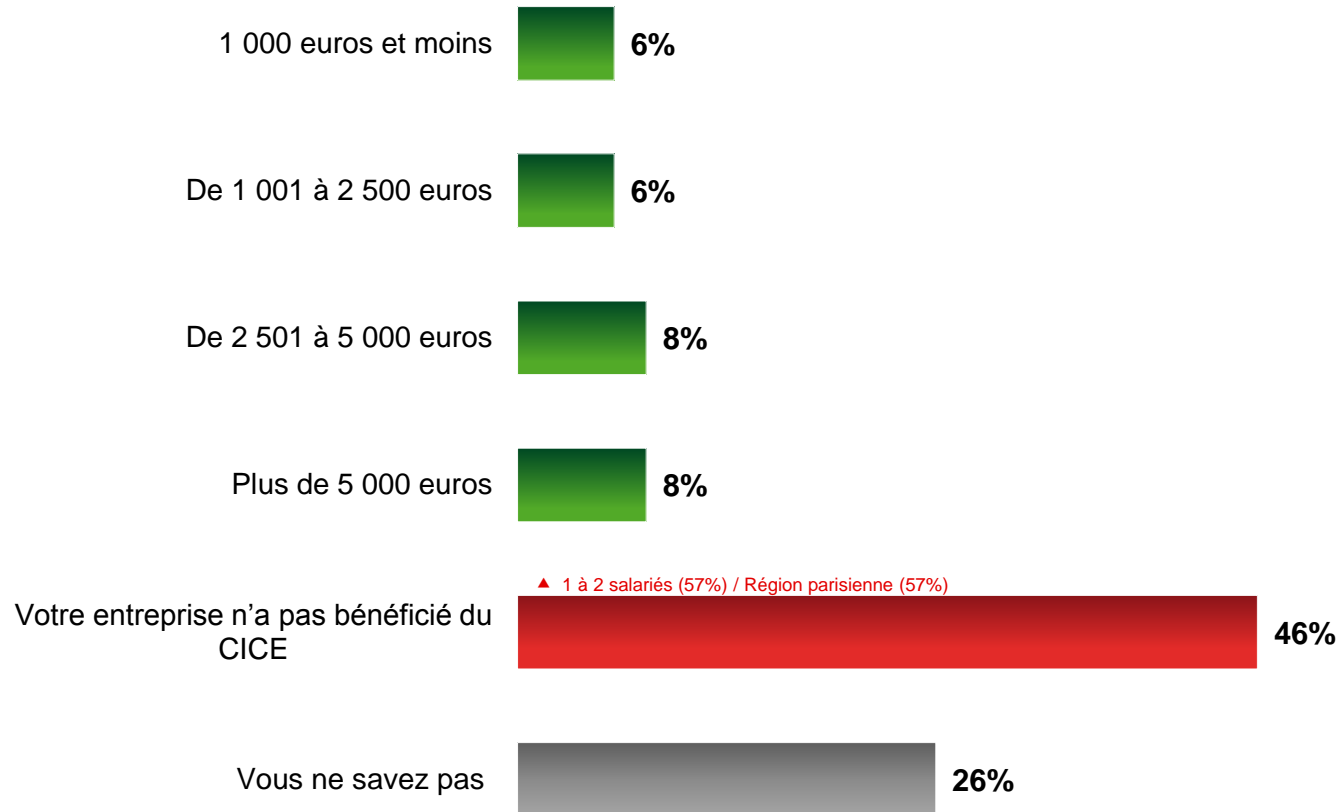
Pour pallier cette hausse de la fiscalité, avez-vous... ?



Les sommes collectées au titre du CICE

Question

En 2014, de quel montant approximativement a bénéficié votre entreprise au titre du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) ?

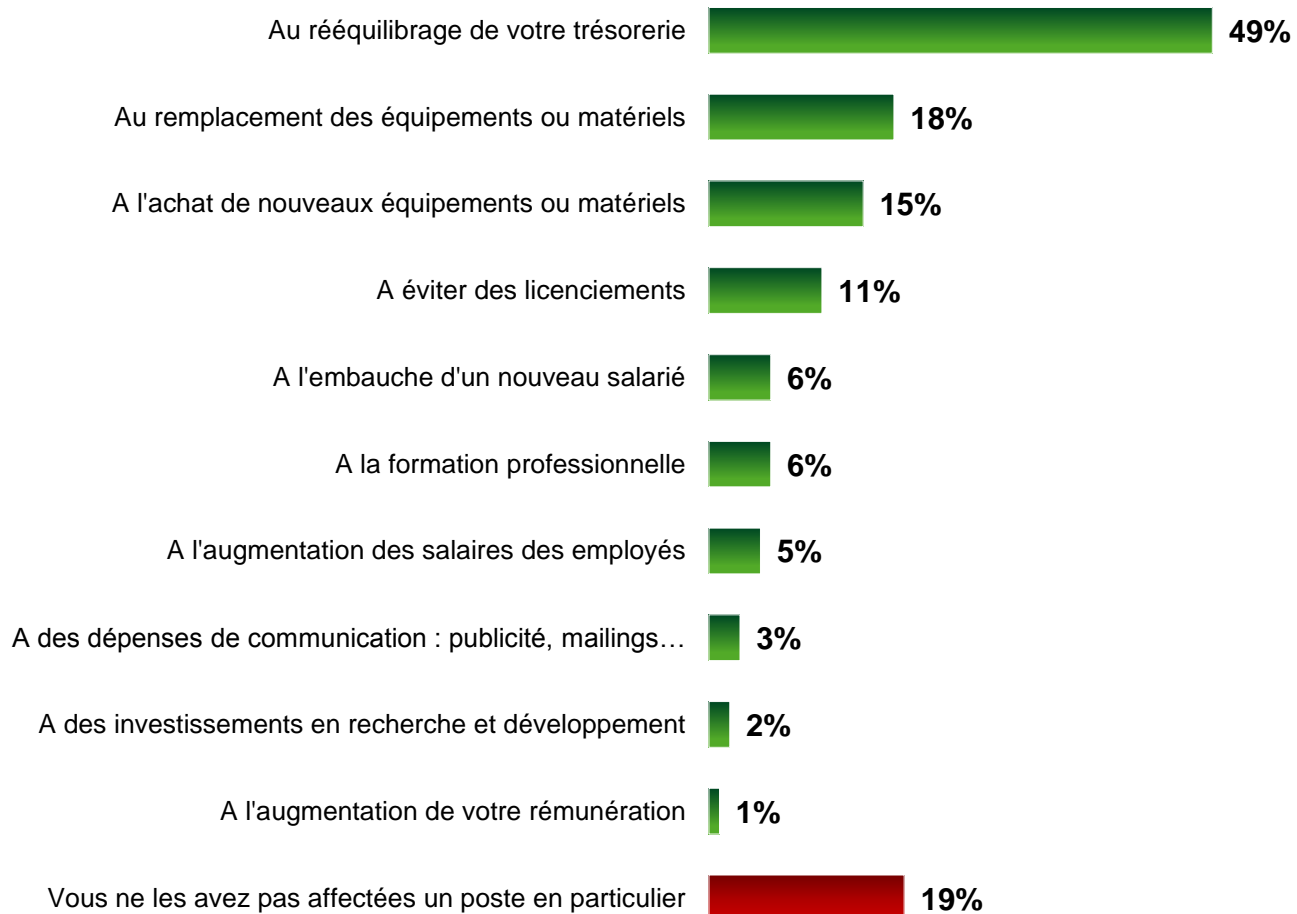


Base : aux employeurs

L'affectation des sommes collectées au titre du CICE

Question

A quel(s) poste(s) avez-vous affecté les sommes collectées au titre du CICE ?

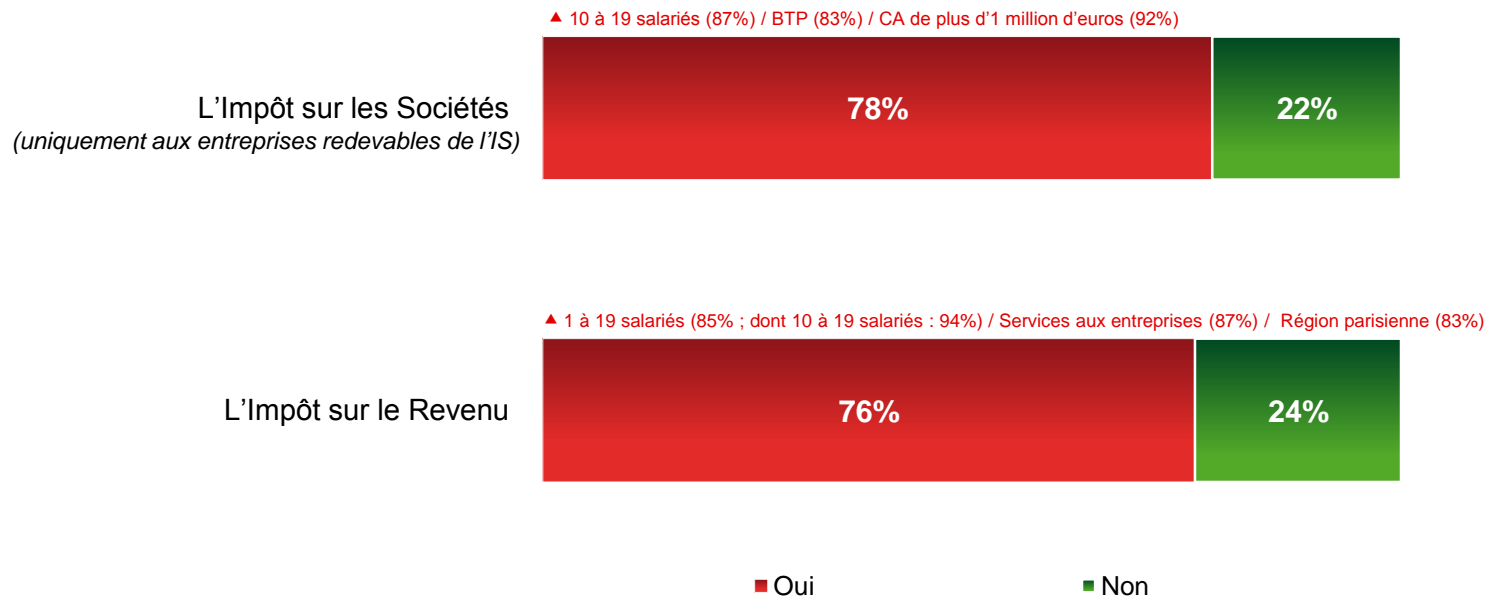


Base : aux employeurs

Le paiement de l'IS et de l'IR en 2014

Question

En 2014, avez-vous payé ... ?



Comparatif
 « Oui »
 octobre 2013*

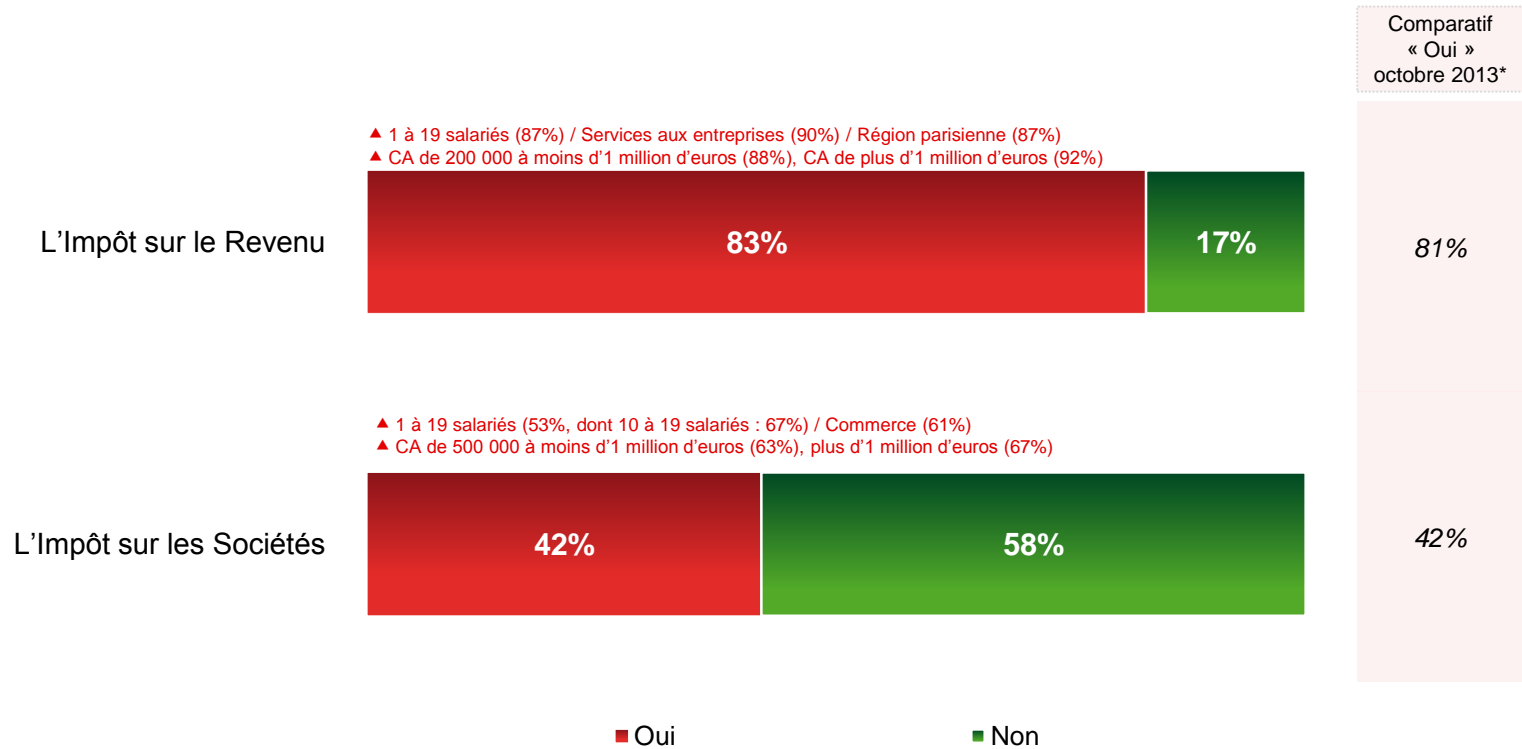
38% (posé à tous en 2013 ; En base ensemble, ce taux s'établirait à 34% pour cette vague)

77%

Le pronostic sur le paiement de l'IS et de l'IR en 2015

Question

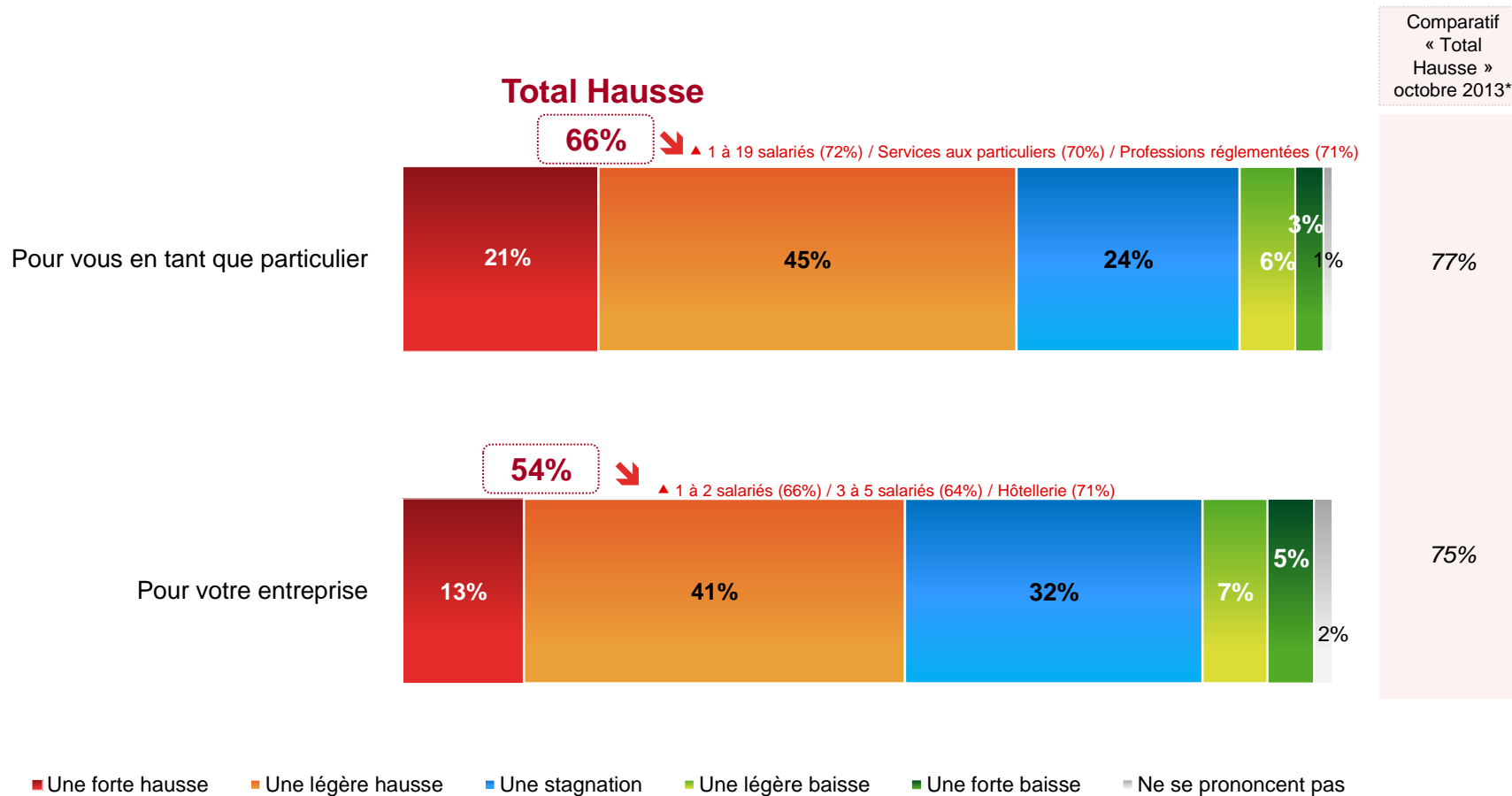
Et en 2015, pensez-vous payer ... ?



Le pronostic sur l'évolution de la fiscalité en 2015

Question

Pour 2015, prévoyez-vous une hausse, une stagnation ou une baisse de la fiscalité... ?



L'actualité économique

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

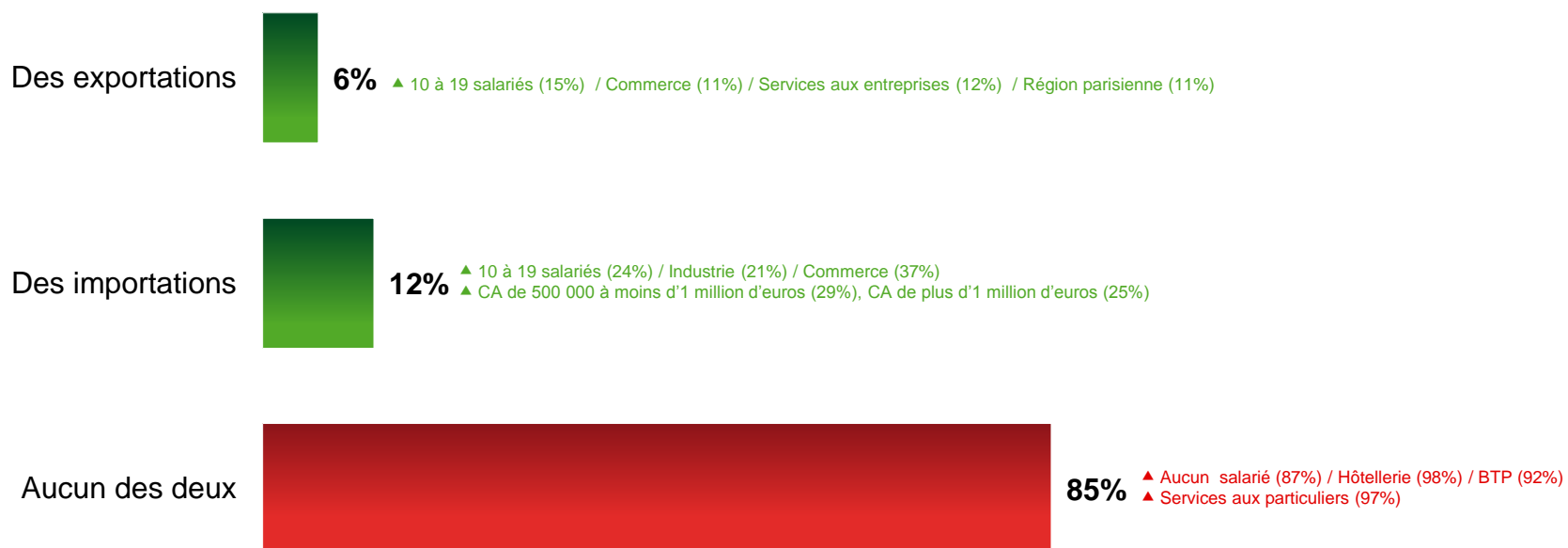
A – Le niveau de l'euro

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La réalisation d'exportations et d'importations

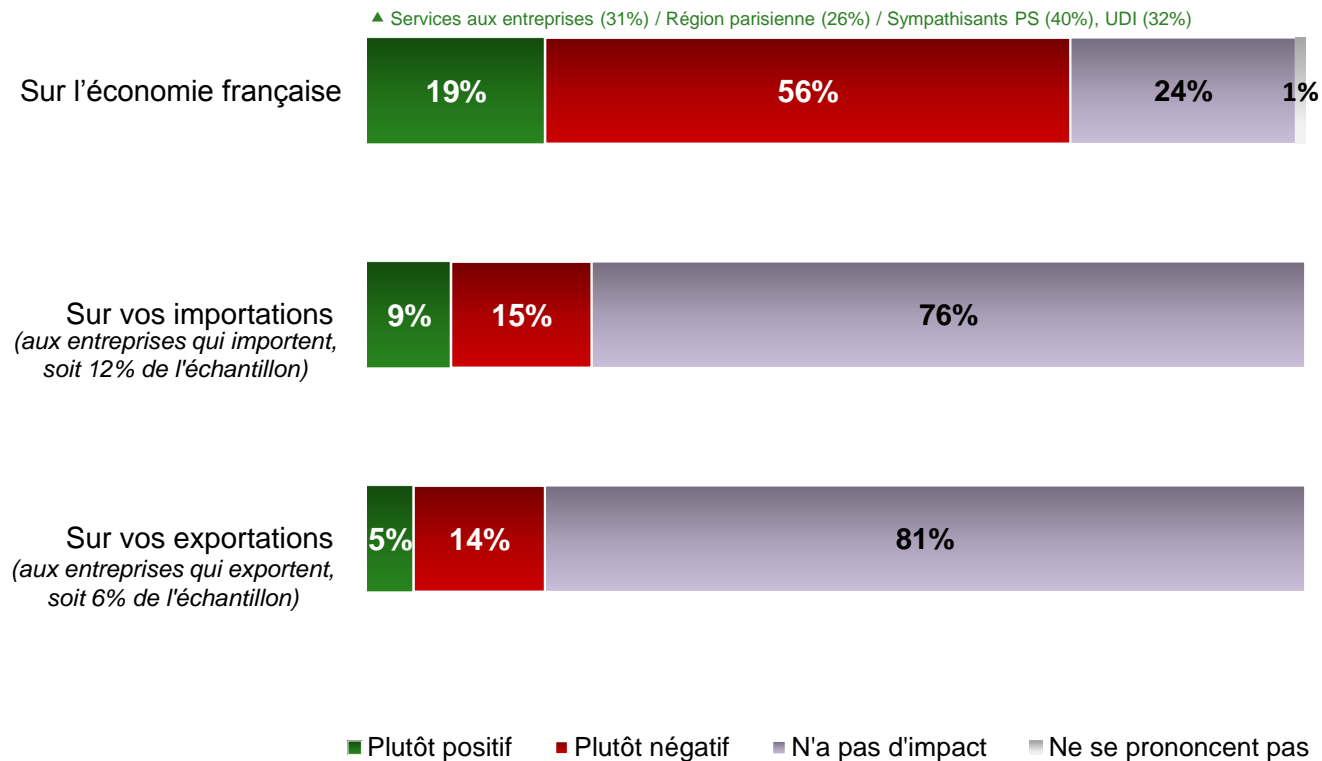
Question Votre entreprise réalise-t-elle... ?



L'impact de la valeur de l'euro à différents niveaux

Question

Diriez-vous que le niveau actuel de l'euro a un impact plutôt positif, plutôt négatif ou n'a pas d'impact... ?



B – Les professions réglementées

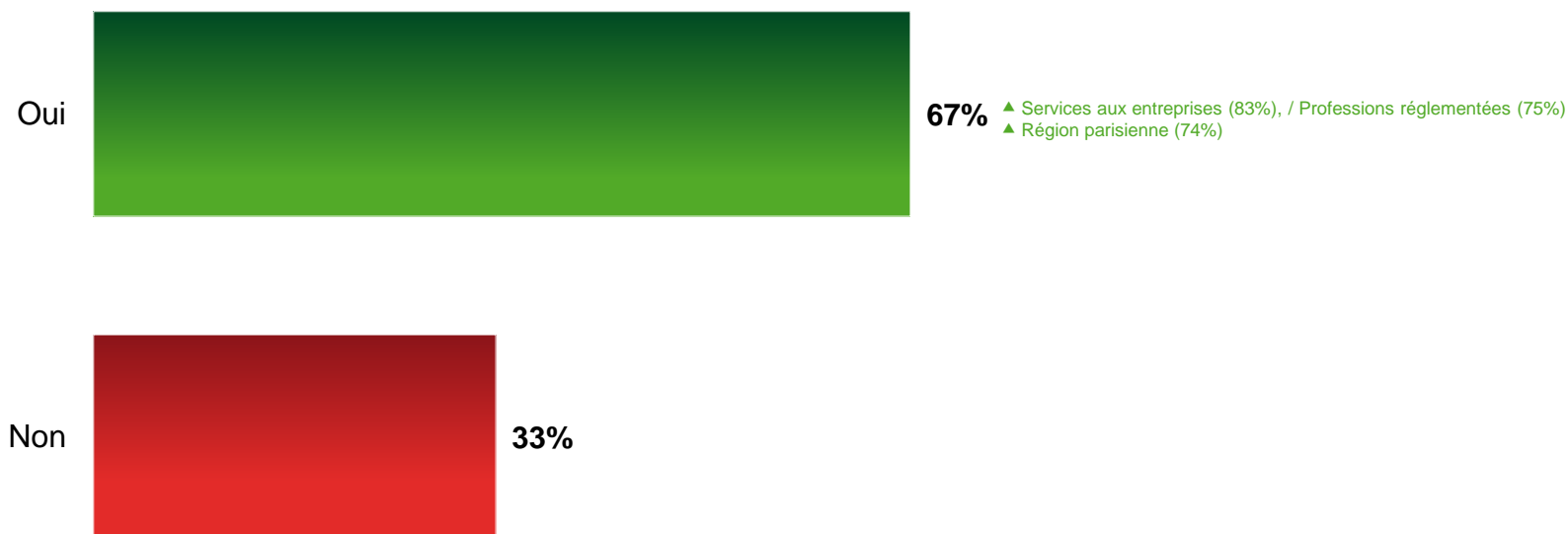
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La connaissance de la réforme des professions réglementées

Question

Avez-vous entendu parler de la réforme des professions réglementées envisagée par le gouvernement ?

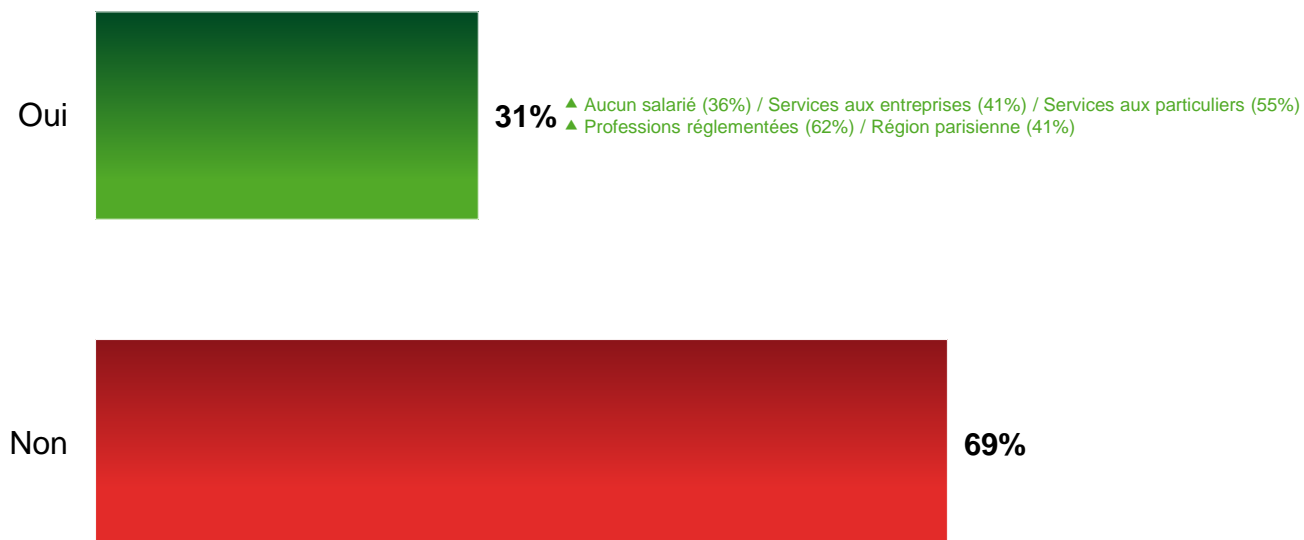


Base : ensemble des TPE

L'application de la réforme des professions réglementées à leur entreprise

Question

Votre entreprise est-elle concernée par la réforme des professions réglementées ?

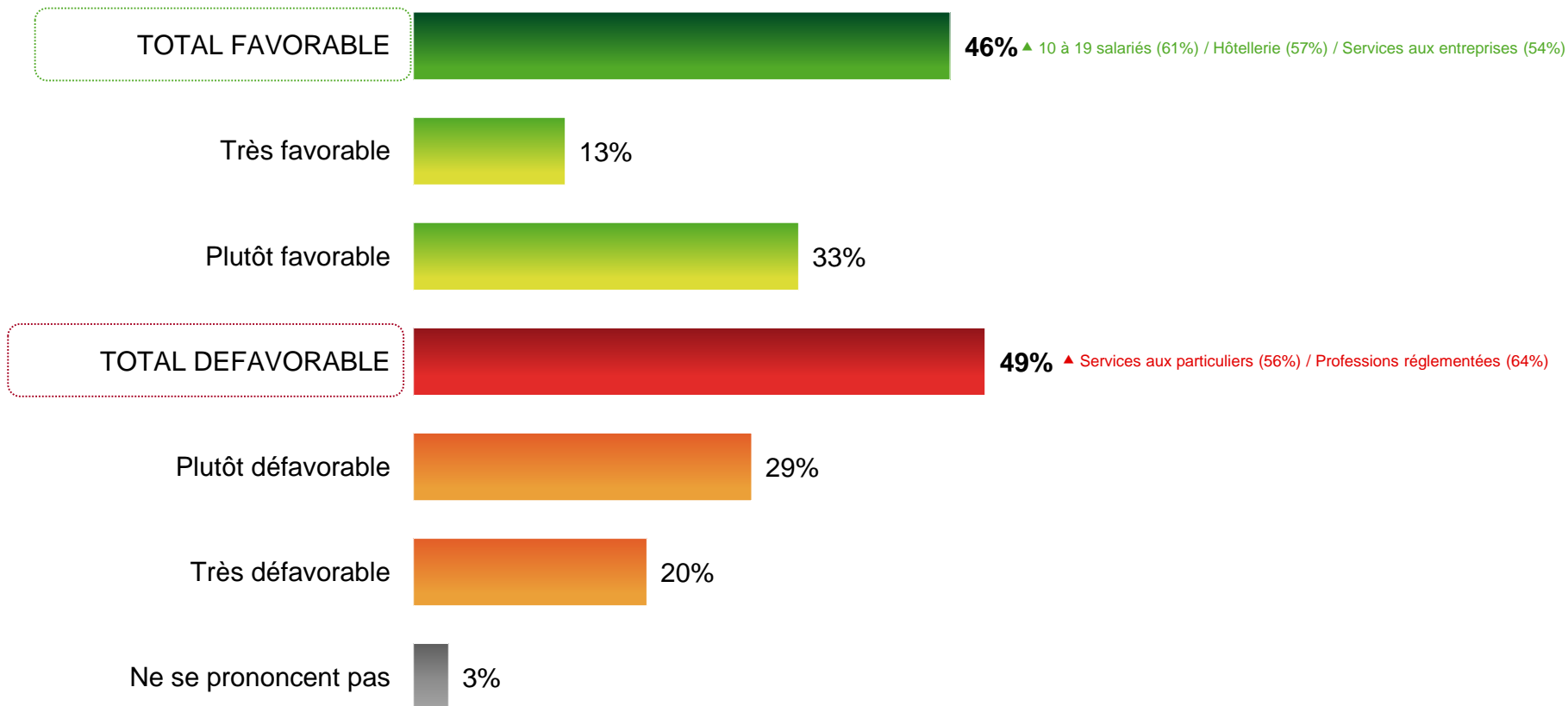


Base : à ceux qui ont entendu parler de la réforme des professions réglementées

L'ouverture à la concurrence des professions réglementées

Question

Globalement, diriez-vous que vous êtes favorable ou défavorable à une plus grande ouverture à la concurrence des professions réglementées ?



Base : à ceux qui ont entendu parler de la réforme des professions réglementées

C – *Les Chambres de Commerce et d'Industrie*

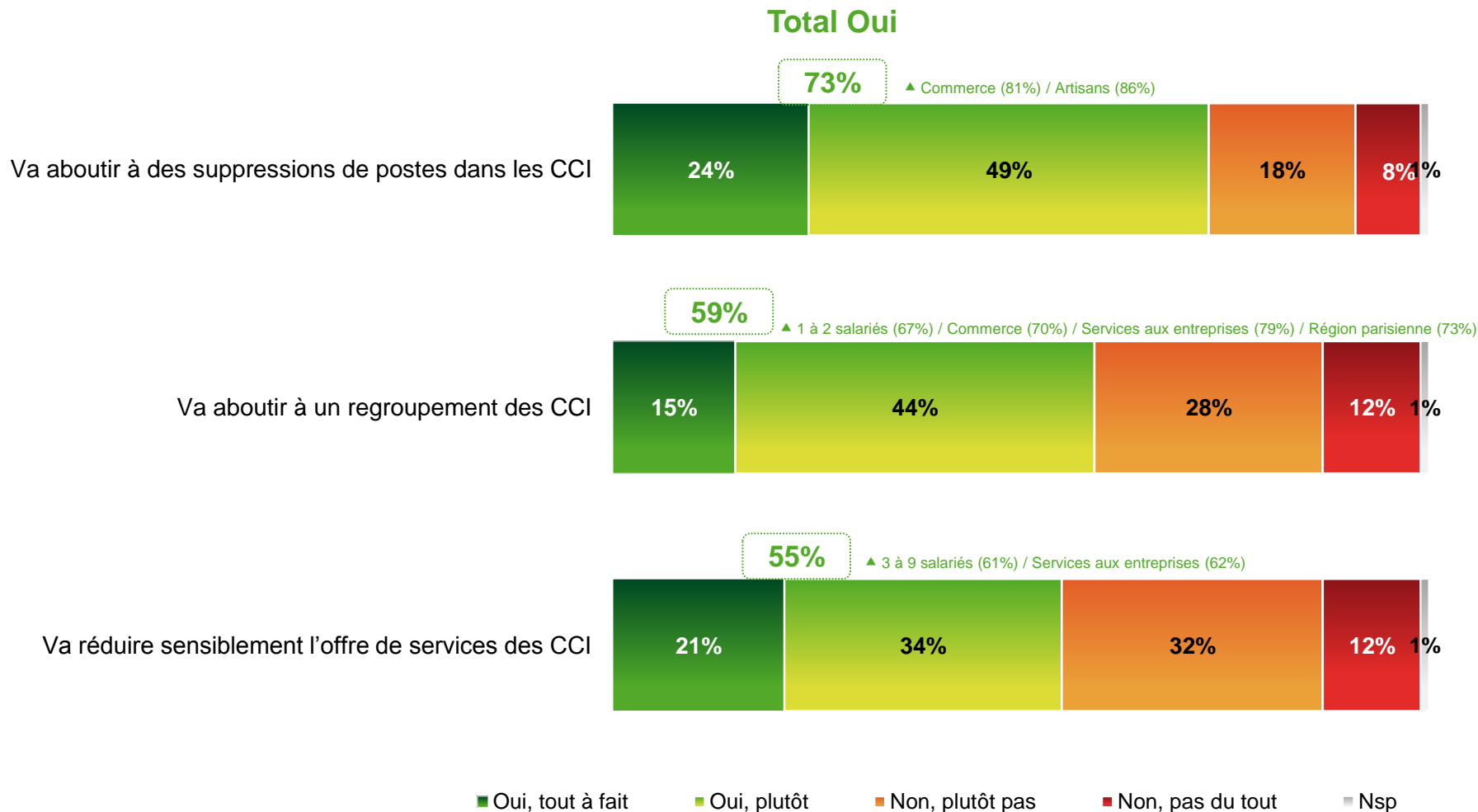
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'impact du plan d'économies de 500 millions d'euros sur l'avenir des CCI

Question

Emmanuel Macron a annoncé le 19 septembre un plan d'économies de 500 millions d'euros en 2015 sur le budget des CCI. Diriez-vous que cette mesure... ?

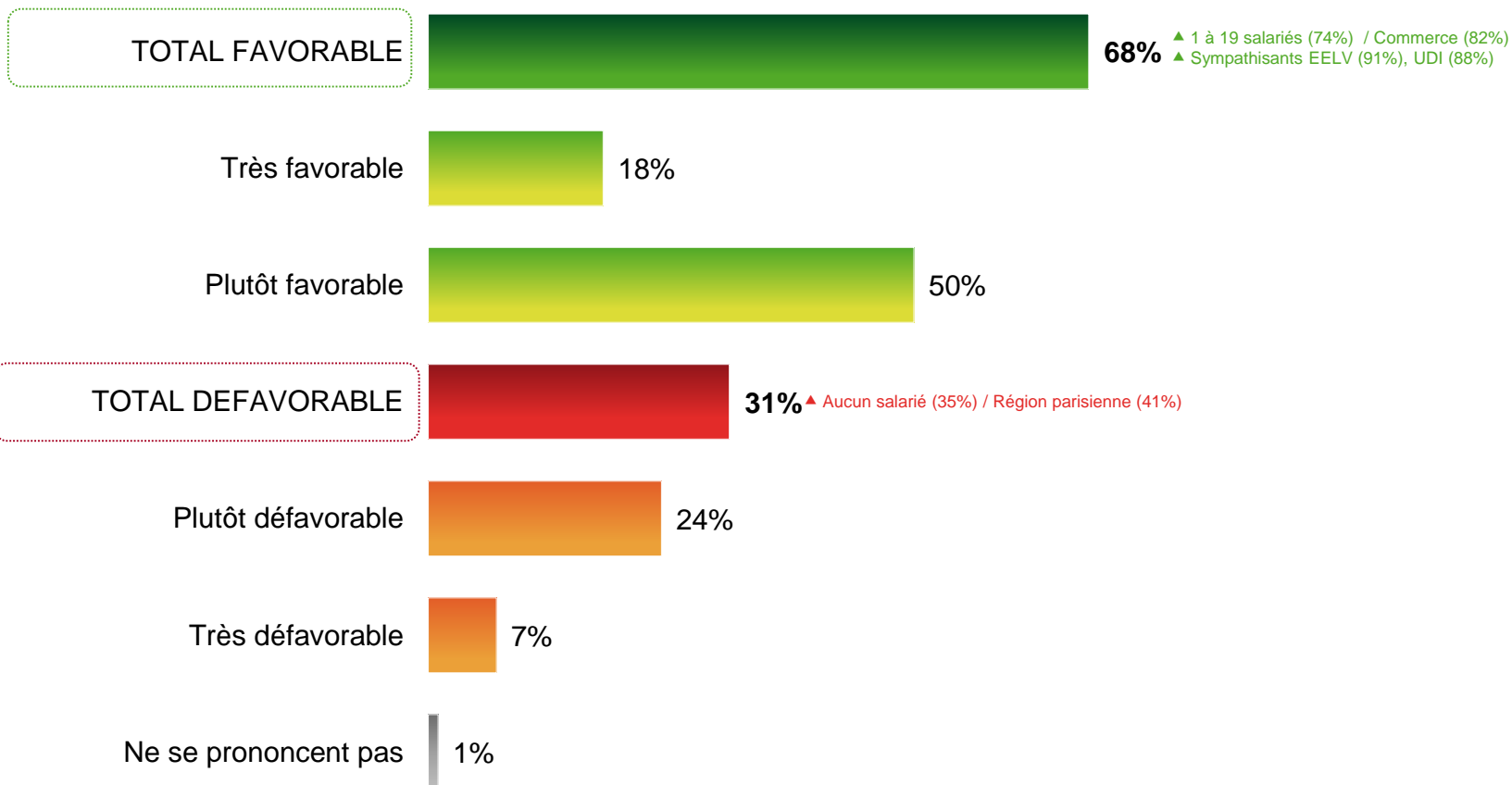


Base : à 50% de l'échantillon

L'adhésion à une fusion des CCI et des Chambres des métiers

Question

Seriez-vous favorable ou défavorable à la fusion des CCI et des Chambres des métiers ?

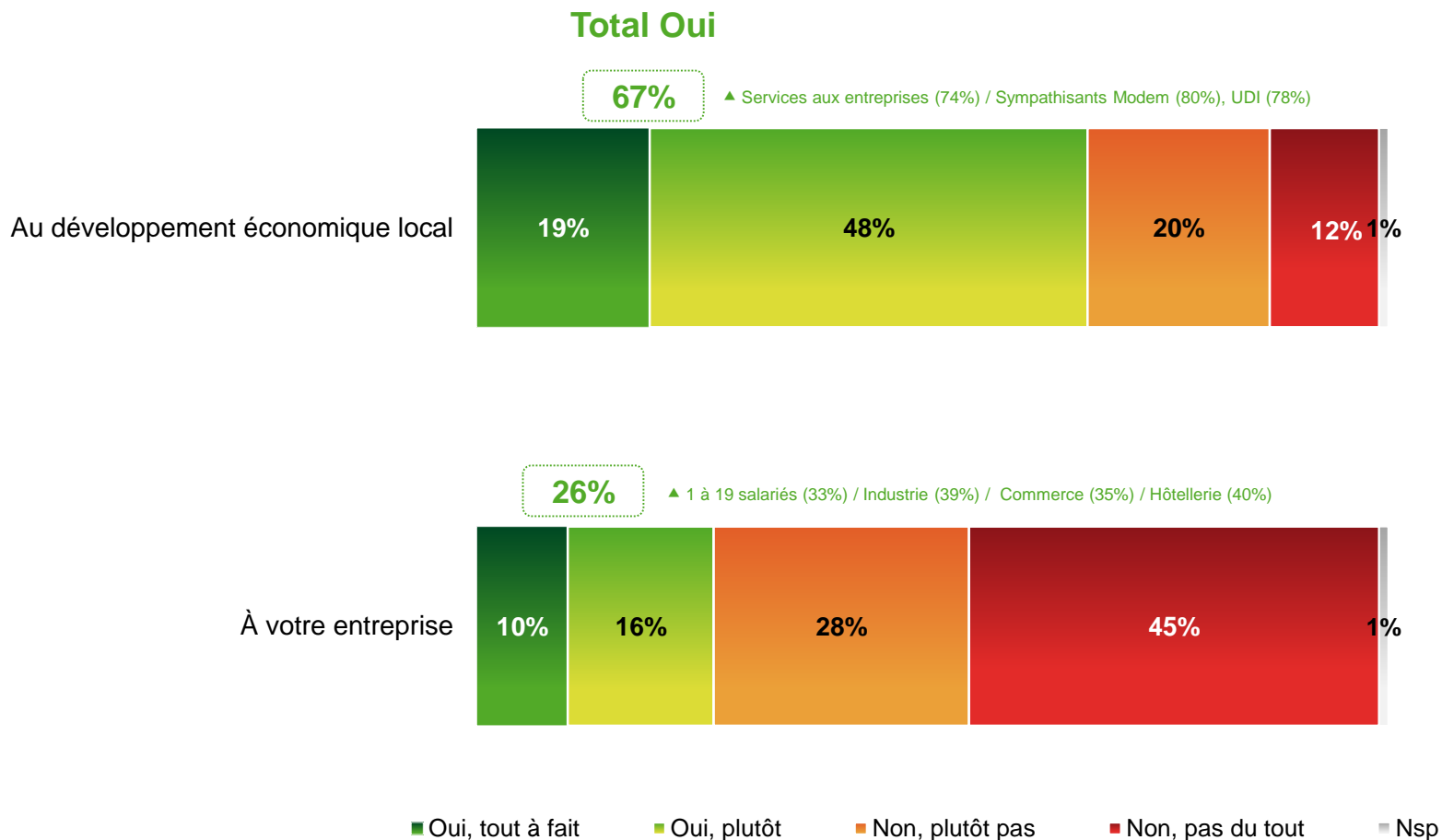


Base : à 50% de l'échantillon

L'aide apportée par les CCI

Question

Diriez-vous que les CCI apportent une aide utile... ?

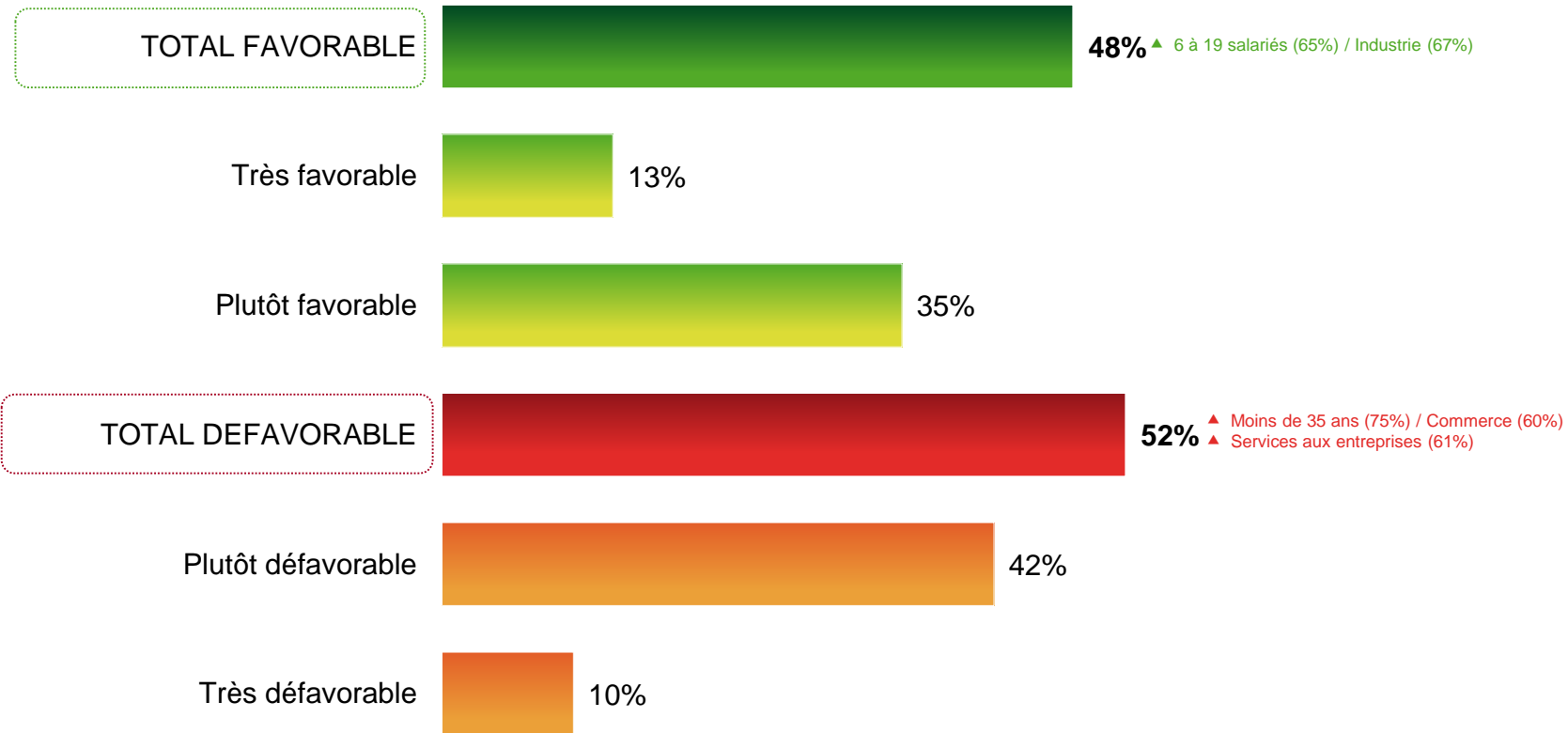


Base : à 50% de l'échantillon

L'adhésion à une disparition des CCI

Question

Seriez-vous favorable ou défavorable à la disparition des CCI ?



Base : à ceux qui ont répondu que les CCI ne sont pas utiles au développement économique

D – Les discours de Manuel Valls et de François Hollande

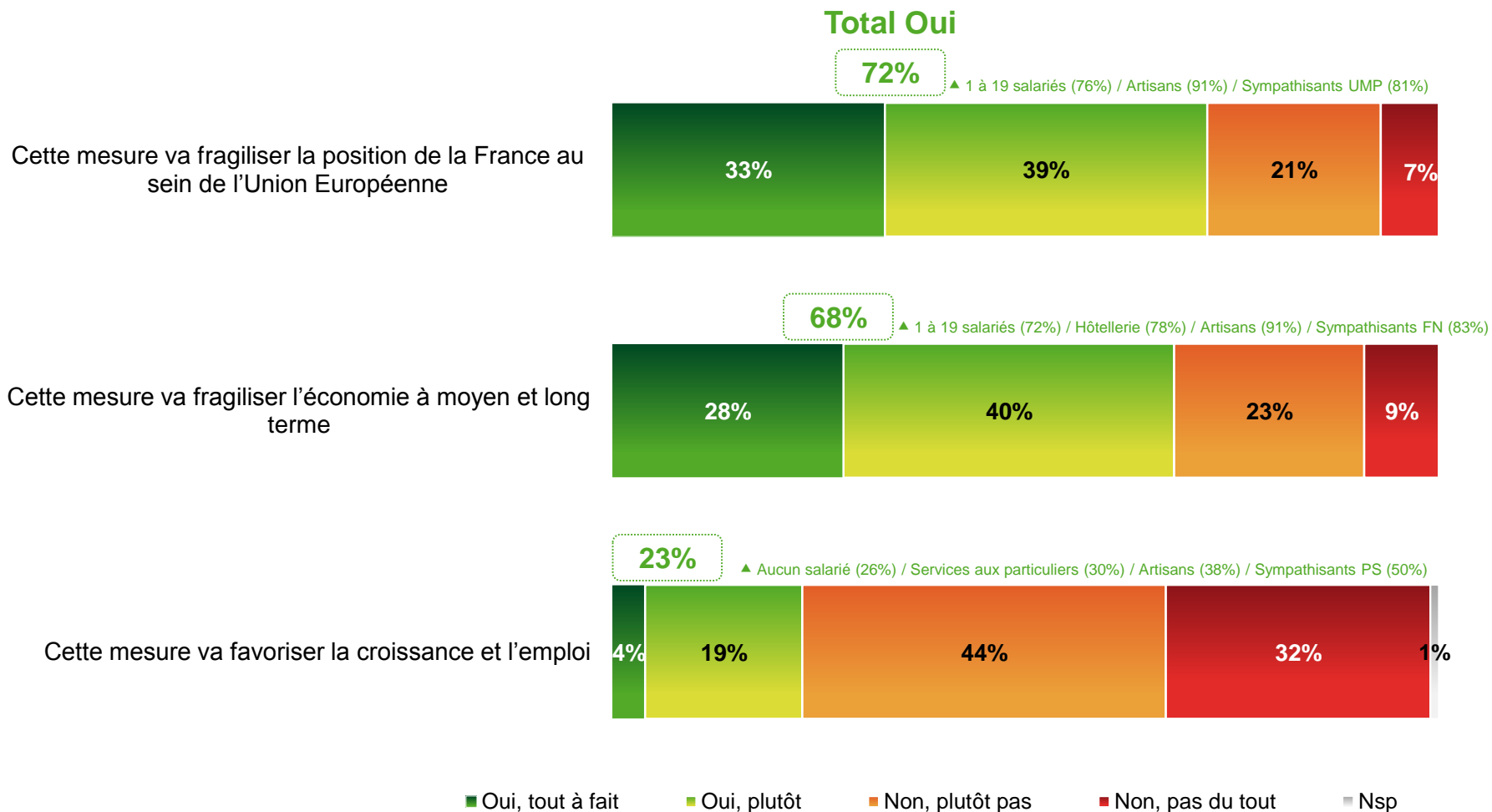
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le maintien d'un niveau de déficit public supérieur à 4%

Question

Dans son discours de politique générale du 16 septembre dernier, Manuel Valls a annoncé un recours au déficit public pour financer le plan de relance à 4,4% en 2014 et 4,3% en 2015. Diriez-vous que... ?

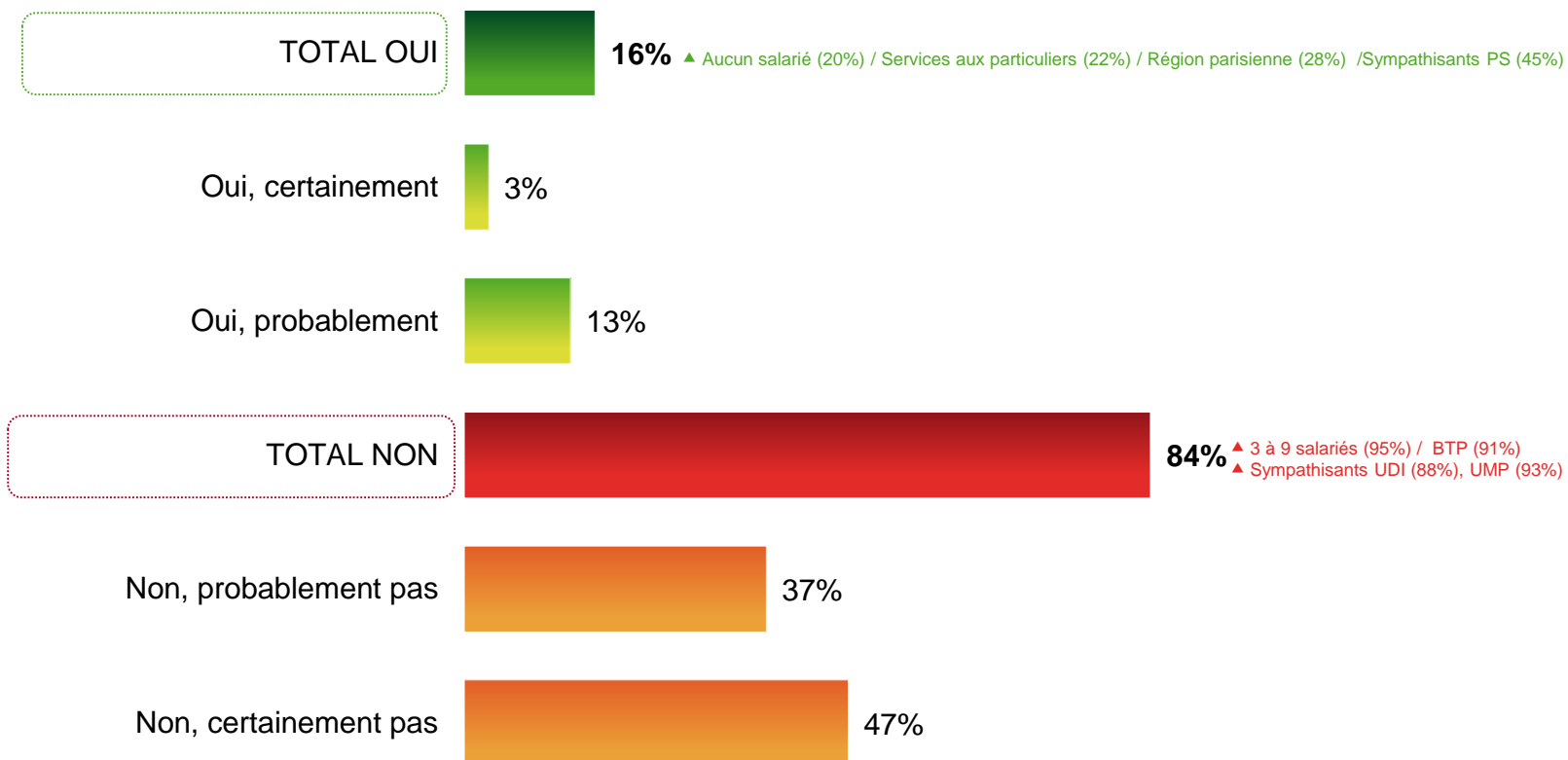


Base : à 50% de l'échantillon

La capacité du gouvernement à contenir le déficit à 4,3% du PIB en 2015

Question

Pensez-vous que le gouvernement réussira à contenir le déficit 2015 à 4,3% du PIB ?



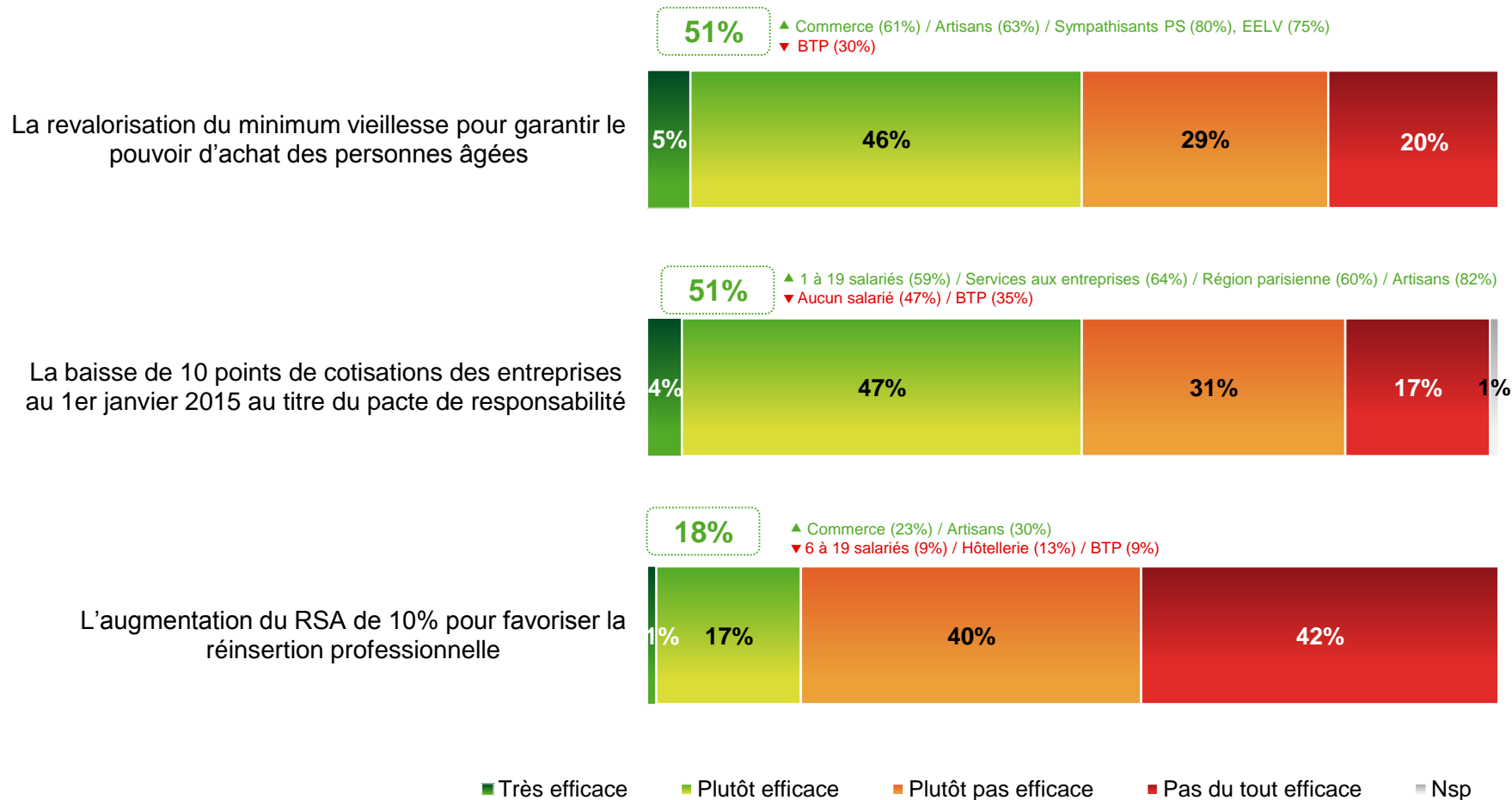
Base : à 50% de l'échantillon

L'efficacité des différentes mesures annoncées par Manuel Valls

Question

Diriez-vous que chacune des mesures suivantes, annoncées par Manuel Valls lors de son discours de politique générale du 16 septembre dernier, va être efficace ou pas efficace pour relancer la croissance et l'emploi ?

Total Efficace



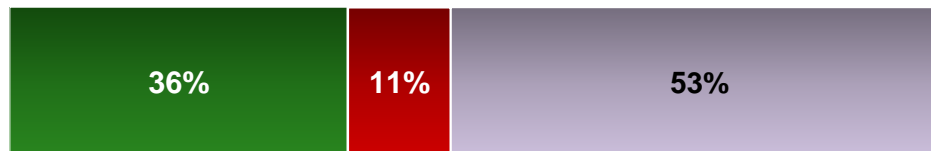
Base : à 50% de l'échantillon

L'impact de la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu

Question

Lors de sa conférence de presse du 18 septembre, François Hollande a annoncé différentes mesures envisagées par le gouvernement, notamment la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu. Diriez-vous que cette mesure va avoir un effet plutôt positif, plutôt négatif ou n'aura pas d'effet... ?

Sur la consommation des Français les plus modestes



▲ Aucun salarié (41%) / Services aux particuliers (43%)
 ▲ Sympathisants PS (74%), Modem (50%)

Sur la croissance



▲ Aucun salarié (27%) / Services aux entreprises (31%) / Professions réglementées (30%)
 ▲ Région parisienne (30%) / Sympathisants PS (55%)

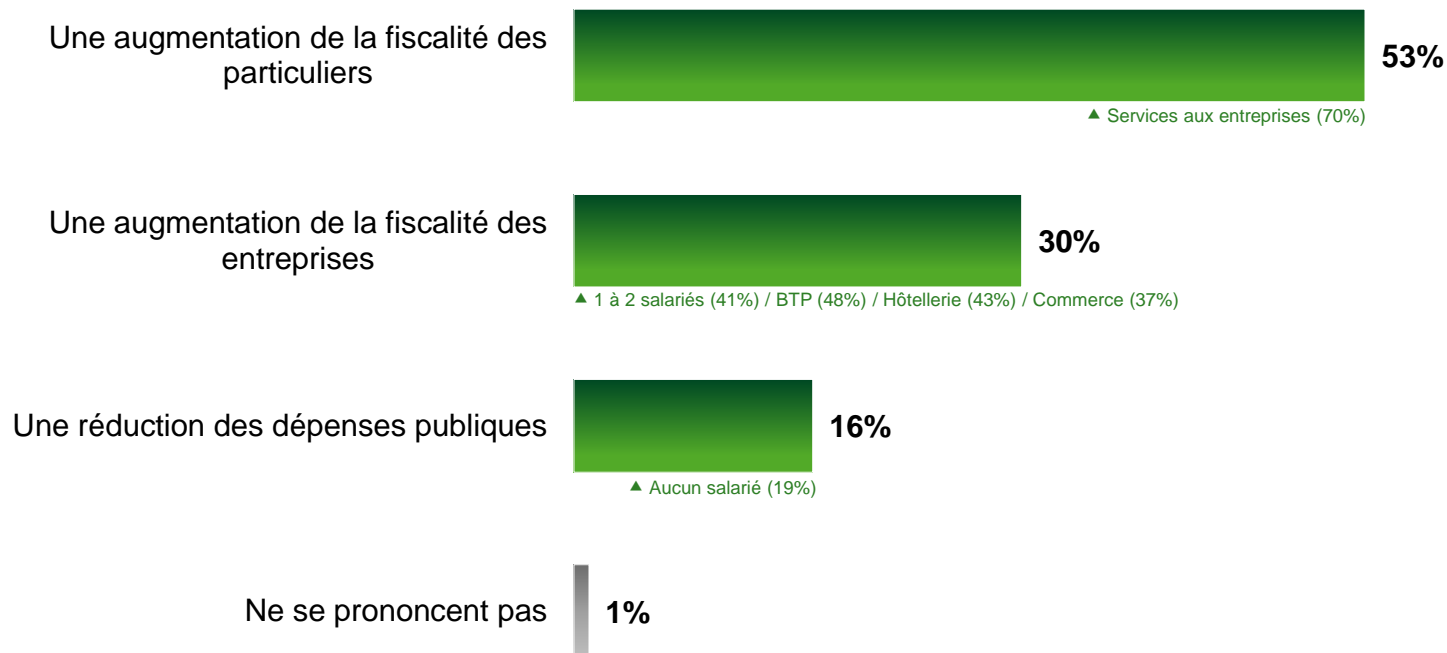
■ Plutôt positif ■ Plutôt négatif ■ N'aura pas d'effet

Base : à 50% de l'échantillon

La compensation de la suppression de la première tranche d'IR

Question

Selon vous, cette suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu va-t-elle être compensée par... ?



Base : à 50% de l'échantillon

E – Le retour de Nicolas Sarkozy

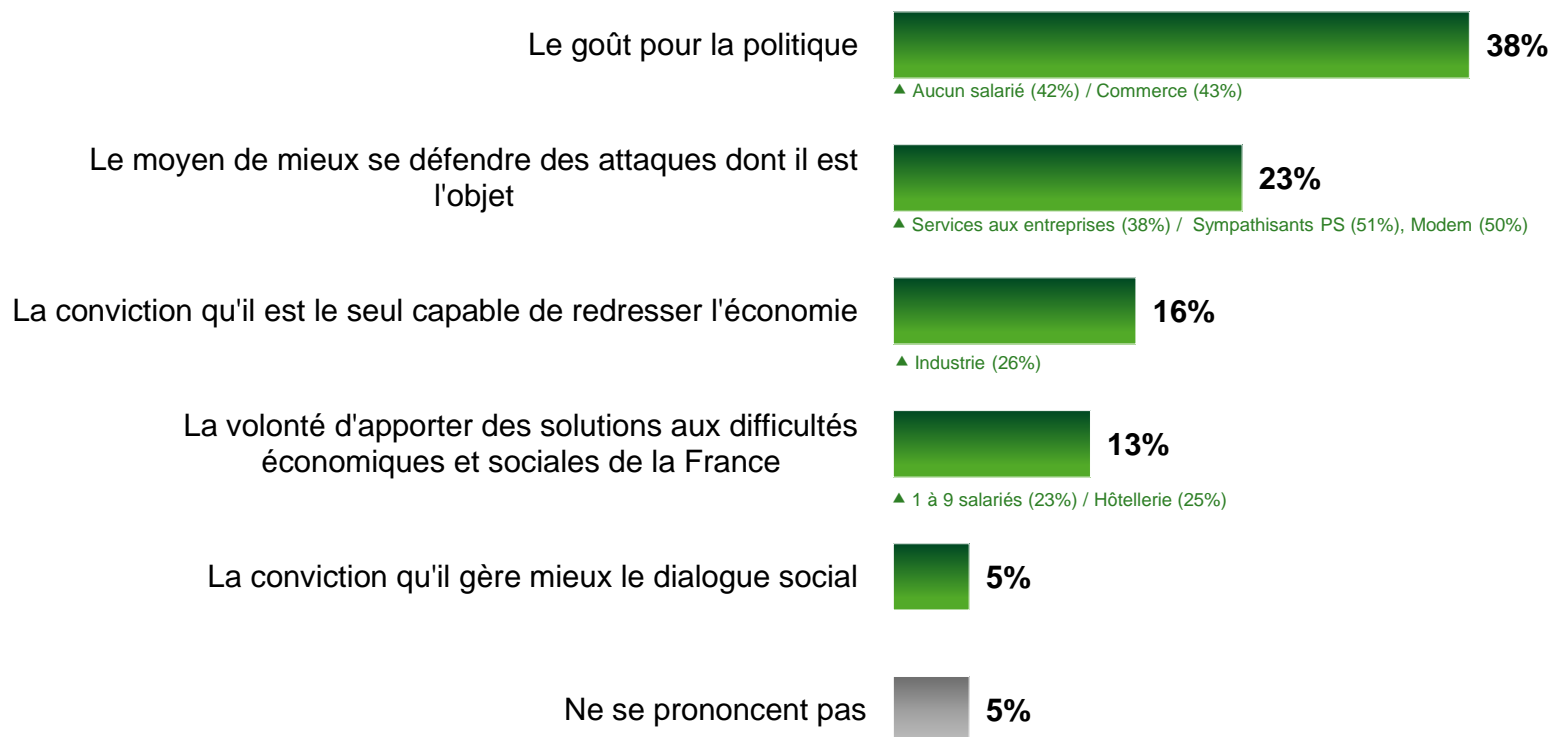
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La motivation perçue du retour de Nicolas Sarkozy

Question

Diriez-vous que le retour de Nicolas Sarkozy en politique est principalement motivé par... ?

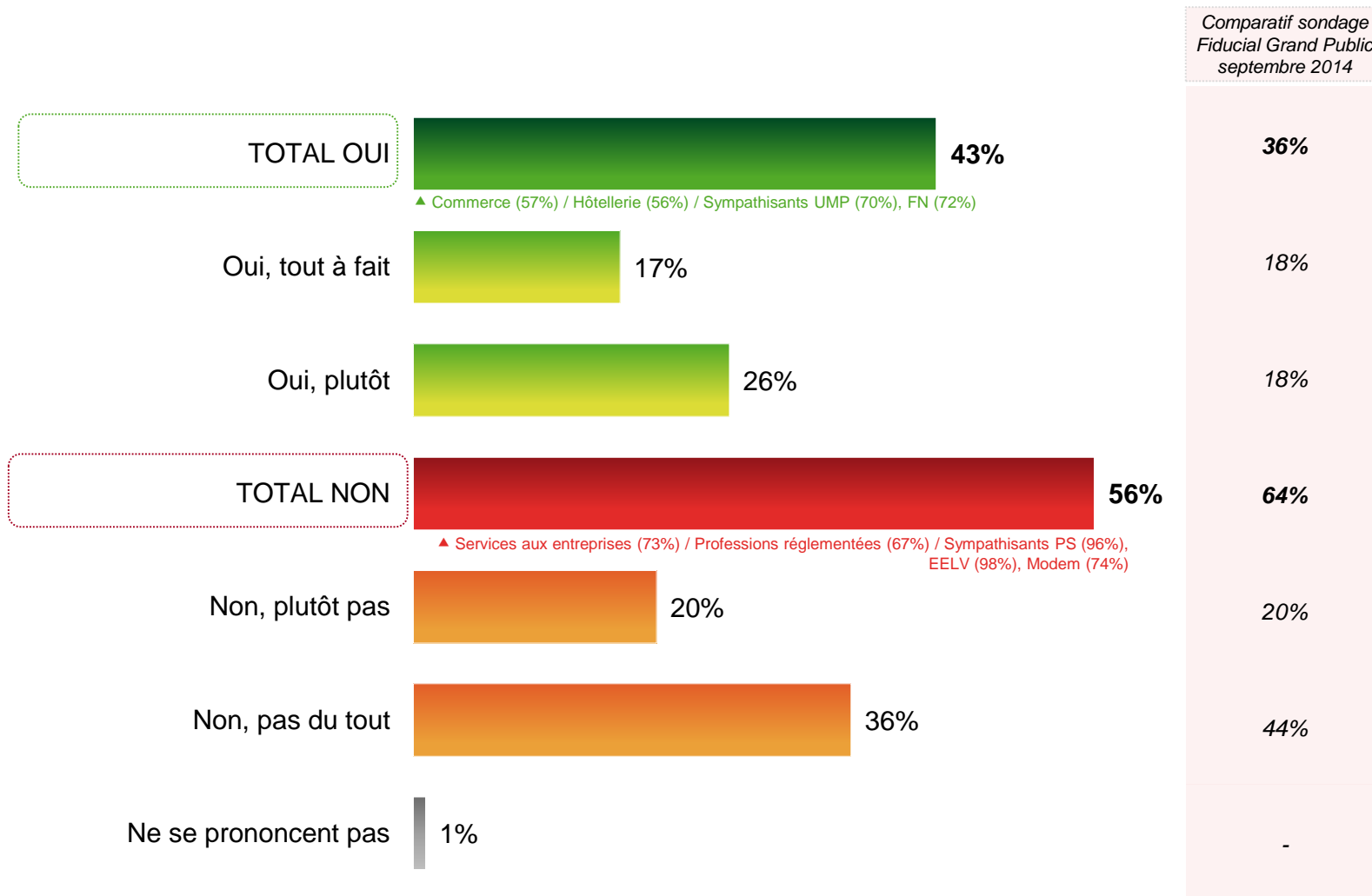


Base : à 50% de l'échantillon

La candidature de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2017

Question

Souhaitez-vous que Nicolas Sarkozy soit candidat à la prochaine élection présidentielle de 2017 ?

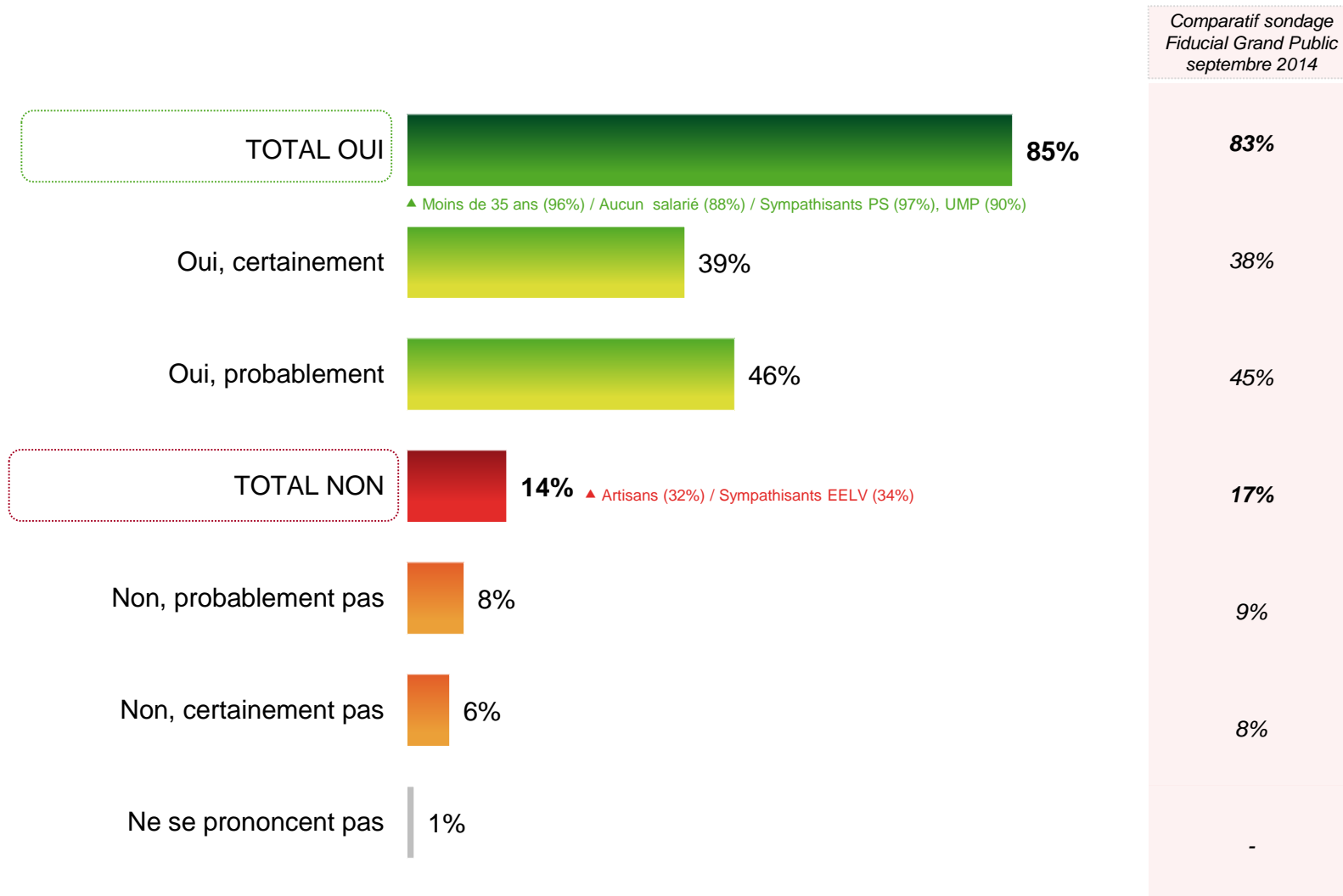


Base : à 50% de l'échantillon

Le pronostic sur la candidature de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle

Question

Et pensez-vous que Nicolas Sarkozy sera candidat à la prochaine élection présidentielle de 2017 ?

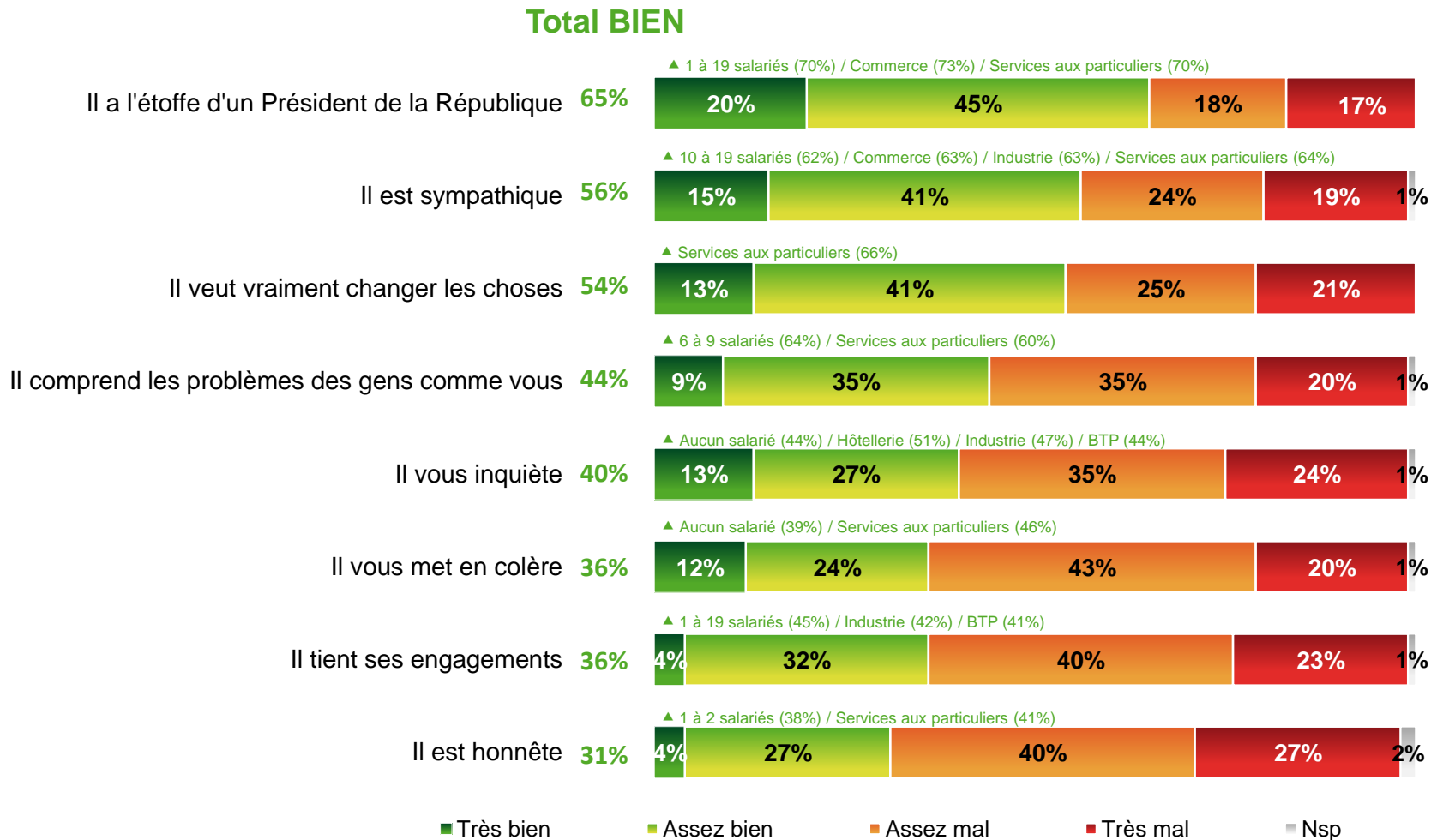


Base : à 50% de l'échantillon

Les traits d'image associés à Nicolas Sarkozy

Question

Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous qu'elle s'applique bien ou mal à Nicolas Sarkozy ?



Base : à 50% de l'échantillon

F – Les élections sénatoriales

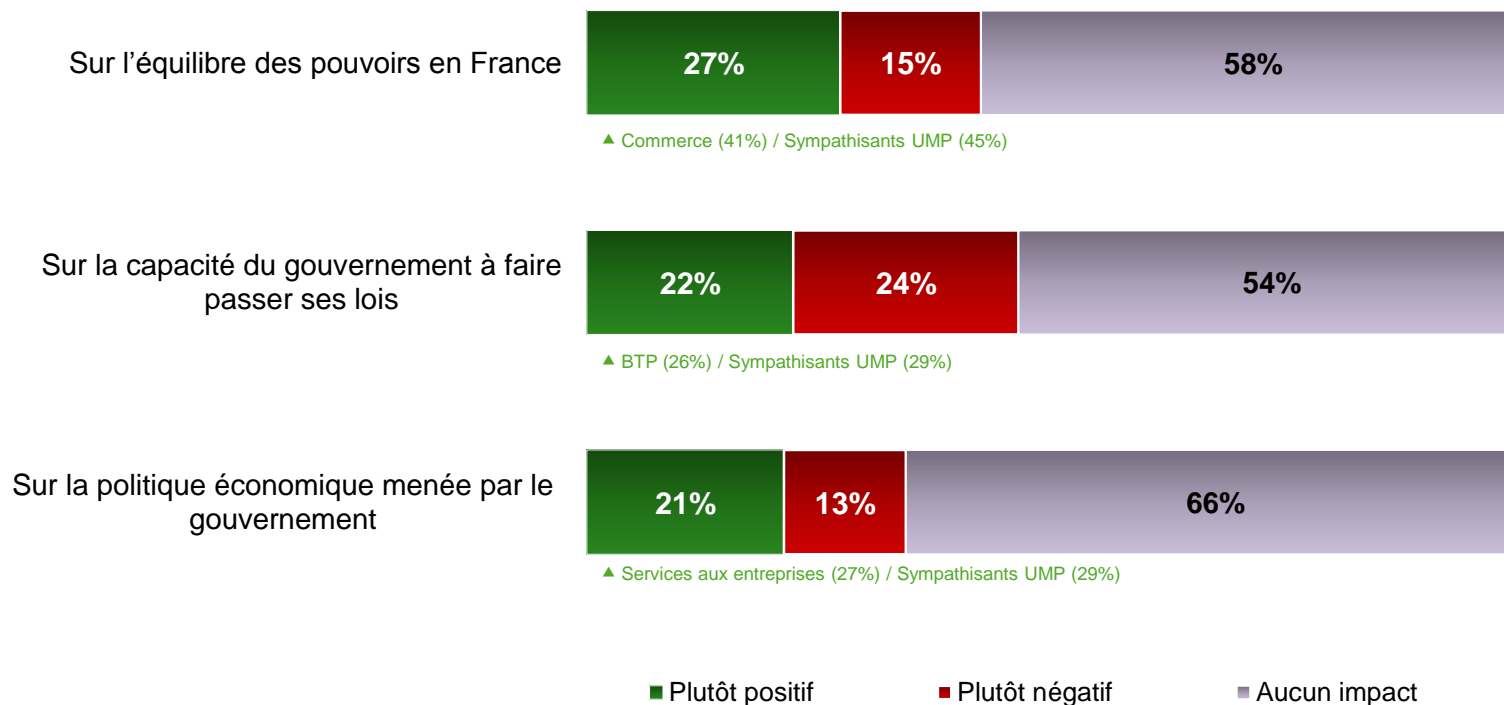
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le pronostic sur l'impact du changement de majorité du Sénat

Question

Diriez-vous que le changement de majorité au Sénat, avec une majorité absolue en faveur de l'UMP et du Centre, va avoir un impact plutôt positif / plutôt négatif ou aucun impact... ?

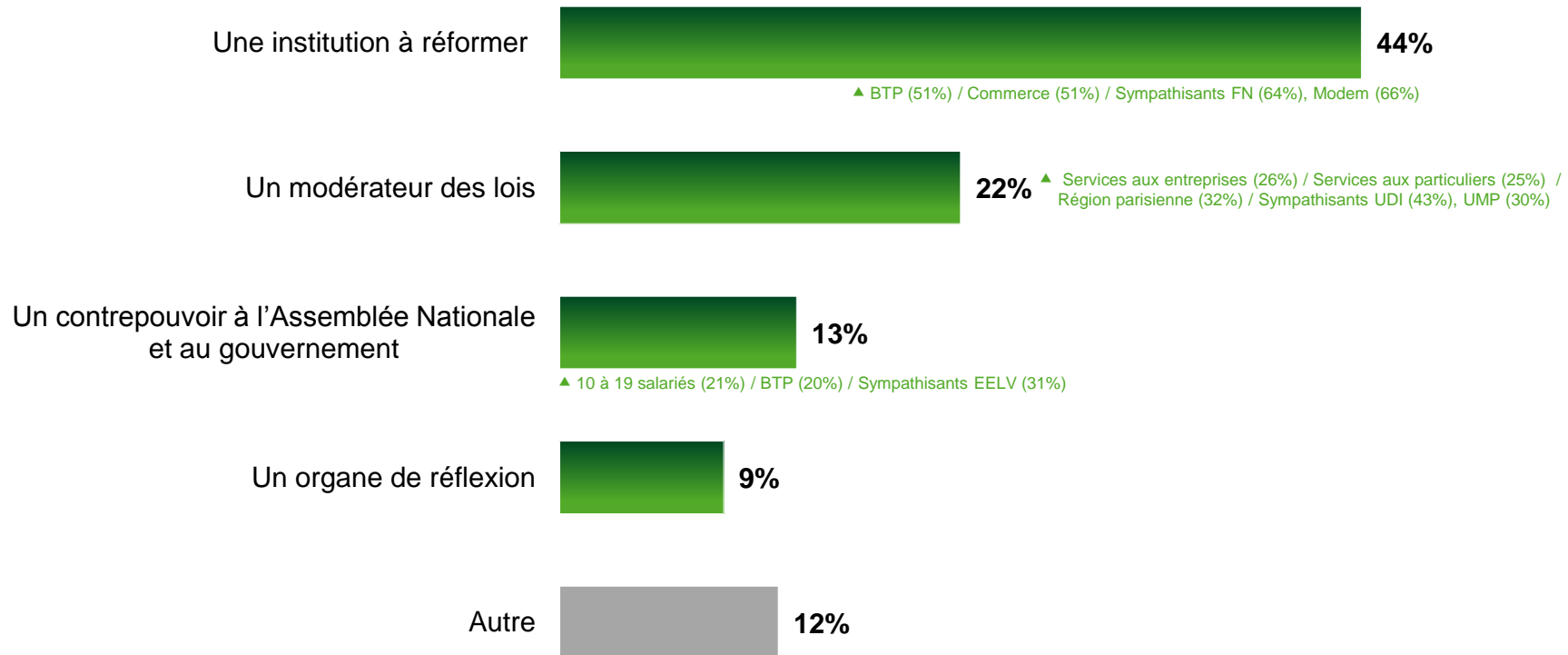


Base : à 50% de l'échantillon

La perception du Sénat

Question

Diriez-vous que le Sénat est avant tout... ?

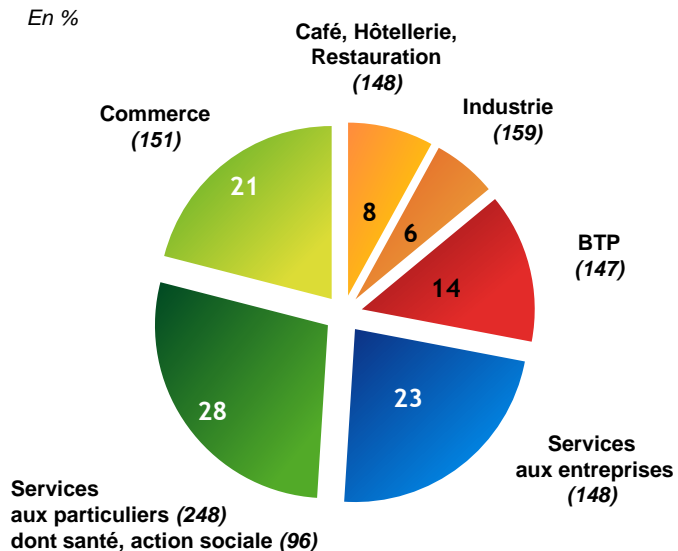


Base : à 50% de l'échantillon

- Échantillon de **1 001** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 6 au 20 octobre 2014.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

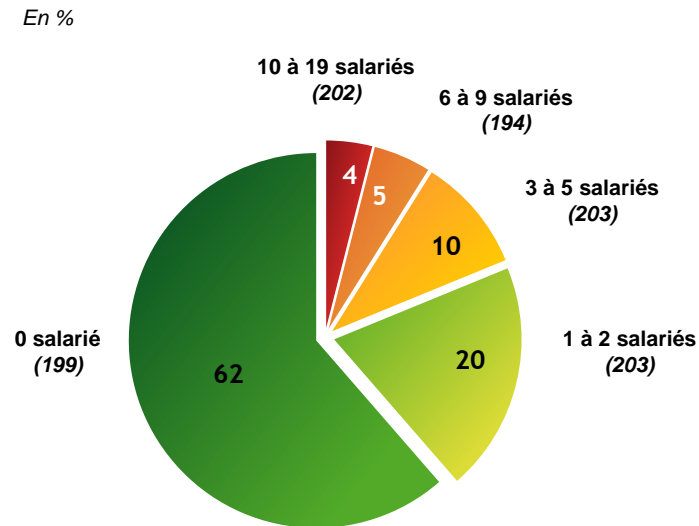
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

